

No de cahier : C-07-2006

**L'analyse des décisions de la Commission  
municipale du Québec en matière  
d'exemption de taxes foncières pour les  
organismes sans but lucratif oeuvrant  
dans le domaine du loisir**

**Bilan et perspectives**

Par Pierrick Choinière-Lapointe, LL.B.

Mylène Légaré, LL.B

Sous la supervision d'un comité de suivi dirigé  
par Louis Jolin, LL.D., professeur  
Département d'études urbaines touristiques,  
ESG UQAM

CAP « Loisir et tourisme social »  
ARUC-Économie sociale  
Montréal

Août 2006

---

Cahier No : C-07-2006

« L'analyse des décisions de la Commission municipale du Québec en matière d'exemption de taxes foncières pour les organismes sans but lucratif oeuvrant dans le domaine du loisir - Bilan et perspectives »

Pierrick Choinière-Lapointe, LL.B.

Mylène Légaré, LL.B

Sous la supervision d'un comité de suivi dirigé par Louis Jolin, LL.D., professeur  
Département d'études urbaines touristiques, ESG UQAM

Mise en page : Francine Pomerleau

ISBN : 2-89276-399-1

Dépôt légal : septembre 2006

Bibliothèque Nationale du Québec

Bibliothèque Nationale du Canada

---

## Table des matières

LISTE DES TABLEAUX .....	V
FAITS SAILLANTS .....	7
INTRODUCTION .....	9
Mandat .....	9
Quelques rappels : le cadre juridique applicable aux demandes d'exemption.....	9
CHAPITRE I : LA MÉTHODOLOGIE.....	15
Le traitement statistique des données juridiques et le degré d'inférence possible .....	15
L'élaboration de l'échantillon.....	16
Les variables contrôlées et leur traitement .....	19
CHAPITRE II : LES ORIENTATIONS GÉNÉRALES .....	23
La position de la municipalité .....	23
L'historique des exemptions.....	23
Les prétentions de la demanderesse .....	24
Les motifs retenus.....	25
Les motifs de rejet .....	26
La superficie de l'exemption .....	27
Les corrélations observables.....	27
CHAPITRE III : LES VARIATIONS OBSERVABLES SUIVANT LES SECTEURS D'ACTIVITÉS.....	31
La position de la municipalité .....	31
L'historique des exemptions.....	32
Les prétentions des demanderesse .....	33
Les motifs retenus.....	34
Les motifs de rejet .....	35
La superficie de l'exemption .....	36
La question de l'hébergement.....	37
CONCLUSION ET PERSPECTIVES .....	41
ANNEXE 1 : TABLE DE LA JURISPRUDENCE CITÉE ET ANALYSÉE SUIVANT LES CATÉGORIES RETENUES.....	45
ANNEXE 2 : TABLE DE LA LÉGISLATION CITÉE .....	61
ANNEXE 3 : TABLE DE LA DOCTRINE CITÉE.....	63



---

## Liste des tableaux

I-	La position de la municipalité concernant la demande d'exemption .....	p. 23
II-	Historique des exemptions .....	p. 23
III-	Les prétentions des demandereses .....	p. 24
IV-	Les motifs sur lesquels se fondent la CMQ lorsqu'elle accueille la demande .....	p. 25
V-	Les motifs de rejet de la demande .....	p. 26
VI-	La superficie de l'exemption .....	p. 27
VII-	Corrélation entre le commissaire rendant la décision et la superficie de l'exemption .....	p. 28
VIII-	La position de la municipalité et l'octroi d'une exemption .....	p. 29
IX-	Corrélation entre une prétention de la demanderesse sous le paragraphe 2 et l'octroi par la CMQ de l'exemption en vertu du paragraphe 3 .....	p. 30
X-	Position de la municipalité en fonction des secteurs d'activités .....	p. 31
XI-	L'historique des exemptions en fonction des secteurs d'activités .....	p. 32
XII-	Les prétentions des demandereses en fonctions des secteurs d'activités .....	p. 33
XIII-	Les motifs de la CMQ en fonction des secteurs d'activités .....	p. 34
XIV-	Les motifs de rejet en fonction des secteurs d'activités .....	p. 35
XV-	La superficie de l'exemption en fonction des secteurs d'activités .....	p. 36



---

## Faits saillants

La présent rapport contient une analyse de la jurisprudence de la Commission municipale du Québec (CMQ) afin d'évaluer l'impact des changements législatifs sur le nombre et la nature des exemptions de taxes foncières que peuvent obtenir les organismes sans but lucratif dans le domaine du loisir, depuis les changements apportés en 2000 à la *Loi sur la fiscalité municipale* ; il soulève aussi un certain nombre d'interrogations par rapport à la volonté gouvernementale d'abroger la Commission municipale.

L'analyse a porté sur un échantillon de 460 décisions sur une période s'étendant de 2001 jusqu'à octobre 2005. Le nombre de cas analysés s'élève à 572 puisque certaines décisions concernaient plusieurs organismes et ont été analysées comme des demandes distinctes.

La catégorisation des secteurs d'activités dans le domaine du loisir n'est pas fondée sur des définitions préétablies par la CMQ ou de quelque autre façon par la loi ; elle est le fruit d'un choix éclairé de la part de l'équipe de recherche qui a tenté, au mieux de sa connaissance, de circonscrire certains domaines d'activités du loisir associatif, incluant le sport.

Les principales variables retenues pour l'analyse sont la position de la municipalité à l'égard de la demande d'exemption, l'historique des exemptions pour mieux cerner l'impact des changements législatifs, les motifs à l'appui des prétentions des organismes (désignés par le terme de « demandereses »), les motifs retenus par la CMQ lorsqu'elle accueille la demande ou lorsqu'elle la rejette, la superficie de l'exemption.

Des corrélations ont été effectuées entre les commissaires et l'octroi ou non de l'exemption, entre la position de la municipalité et les décisions de la CMQ, entre les prétentions des demandereses (motifs invoqués) et les raisons pour lesquelles la CMQ accorde l'exemption. Le rapport contient également une analyse des variations observables suivant les secteurs d'activités.

### Ce qu'il faut retenir :

Même si un peu moins de deux-tiers des organismes obtiennent une exemption, à peine un sur sept obtient une exemption totale sur l'immeuble qu'il occupe. Les offices et corporations touristiques, les clubs et associations sportives, les centres, clubs et comités de loisir de même que les clubs de l'âge d'or et de la FADOQ se voient refuser l'exemption dans la majorité des cas. Seules les demandes des maisons de jeunes sont unanimement accueillies, mais pas nécessairement pour une exemption totale.

Les changements législatifs ont eu un impact pour plus de majorité des demandereses. Environ un cinquième d'entre elles ont perdu l'exemption qu'elles avaient, mais plus d'un tiers n'avaient pas d'exemption et l'ont obtenue. Là encore, il faut nuancer selon les secteurs d'activités. Les changements ont été profitables pour les organismes nationaux de sports, pour les organismes nationaux de loisir, pour les URLS et, dans une moindre mesure, pour les scouts. Par contre, les changements législatifs ont eu des effets assez négatifs pour les clubs de l'âge d'or et de la FADOQ, pour les clubs et associations sportives car un peu moins de la majorité des demandereses avaient l'exemption et l'ont perdue. La situation est sensiblement la même pour les centres, clubs et comités de loisir.

Dans près de la majorité des cas, la municipalité ne s'oppose pas à la demande et, dans un peu moins d'un tiers, elle s'oppose à la demande et, dans moins d'un quart des cas, elle ne se prononce pas. Cependant, il y a des variations importantes selon les secteurs d'activités. Les municipalités ne s'opposent pas, dans une majorité des deux-tiers environ, dans les cas de centres, clubs et comités de loisirs, des scouts, des clubs et associations sportives et, dans une majorité des trois-quarts, lorsqu'il s'agit des maisons de jeunes. Au contraire, elles s'opposent presque systématiquement aux demandes des organismes nationaux de loisir et de sport ; l'opposition est également assez forte dans le cas des festivals et des attractions. Il y a aussi des différences entre les municipalités elles-mêmes, la ville de Montréal s'opposant presque systématiquement.

Globalement, pour l'ensemble des demandes, on ne peut voir de corrélation significative entre la position de la municipalité et l'octroi de l'exemption.

La CMQ fonde surtout sa décision sur le paragraphe 3 (*activité de promotion ou défense des intérêts et droits des personnes*) de l'article 243.8 dans plus du tiers des décisions ; un peu moins du tiers s'appuient sur le paragraphe 2 (*activité d'ordre informatif ou pédagogique*) et enfin près du quart des décisions s'appuient à la fois sur les paragraphes 2 et 3. L'octroi de la demande en vertu du paragraphe 1 (*activité du domaine artistique*) est assez rare et ce sont des festivals et des attractions qui en bénéficient. Le paragraphe 2 constitue le fondement de la décision pour la grande majorité des clubs et associations sportives et d'un peu moins de la moitié des demandes présentées par les centres, clubs et comités de loisir qui invoquaient cependant davantage le paragraphe 3 au soutien de leur demande. Cependant, le paragraphe 3 et surtout la combinaison du paragraphe 2 et 3 sont retenus par la Commission pour les clubs de l'âge d'or et de la FADOQ qui, pourtant, n'ont pas invoqué le paragraphe 3 dans leurs prétentions. Le paragraphe 3 constitue le fondement des exemptions accordées aux URLS et à la majorité des maisons de jeunes. La combinaison des paragraphes 2 et 3 motive l'exemption pour la grande majorité des organismes nationaux de sports.

Évidemment, la plupart des demandes sont rejetées parce que les activités exercées ne sont pas admissibles en vertu de la loi. Certaines demandes sont rejetées parce que les activités admissibles constituent une utilisation secondaire de l'immeuble ou que les activités exercées constituent principalement de l'hébergement : c'est le cas particulièrement pour la catégorie de l'hébergement touristique et surtout pour les auberges de jeunesse.

Même s'il y a quelques fluctuations en fonction du commissaire qui rend la décision, la recherche révèle une certaine cohérence dans les décisions de la CMQ, ce qui assure une prévisibilité pour les demanderesses qui doivent prendre la décision d'entamer ou non une procédure d'exemption. Le projet de loi qui vise à abroger la CMQ et à renvoyer la décision aux municipalités elles-mêmes n'est pas une bonne nouvelle ; même si un recours devant le Tribunal administratif peut constituer un rempart contre l'arbitraire prévisible des décisions, ce recours sera coûteux et les règles de preuve sont plus formelles, ce qui n'est pas adapté aux organismes sans but lucratif qui ont des budgets limités.



---

## INTRODUCTION

### Mandat

Réalisé dans le cadre des travaux du Chantier d'activités partenariales en tourisme social et loisir<sup>1</sup>, composante de l'ARUC en économie sociale, le présent rapport constitue l'aboutissement d'un projet de recherche débuté en août 2005 pour le compte du Regroupement Loisir Québec<sup>2</sup> et du Conseil québécois en loisir (CQL)<sup>3</sup>. L'équipe de recherche<sup>4</sup> avait comme mandat général d'effectuer une revue systématique de la jurisprudence de la Commission municipale du Québec (CMQ) pour dégager les paramètres généraux concernant les demandes d'exemption de taxes foncières dans le domaine du loisir. Nous précisons ce domaine dans la partie méthodologie (I).

L'équipe de recherche est particulièrement intéressée par les changements apportés à la loi en 2000<sup>5</sup> ainsi que par les réformes qui sont en cours et qui mèneront manifestement à l'abolition de la CMQ dans un avenir rapproché<sup>6</sup>. La préoccupation principale de l'équipe est de cerner l'impact qu'introduisent ces changements législatifs et administratifs sur le nombre et la qualité des exemptions de taxes foncières que pourront obtenir les organismes sans but lucratif (OSBL) qui oeuvrent, notamment, dans le domaine du loisir au Québec. Comme nous le verrons plus bas, ces changements peuvent avoir des effets importants sur des organismes dont le budget est très souvent fort limité.

### Quelques rappels : le cadre juridique applicable aux demandes d'exemption

Au Québec, la Loi sur la fiscalité municipale prévoit qu'un « *immeuble porté au rôle d'évaluation foncière est imposable* ». <sup>7</sup> Toutefois, le législateur a prévu une série d'exceptions en vue d'exempter certaines catégories d'immeubles de l'application de diverses dispositions de la LFM concernant les taxes foncières et d'affaires<sup>8</sup>. Il en est ainsi pour les organismes sans but lucratif<sup>9</sup> qui oeuvrent dans le domaine artistique, dans les domaines pédagogique et informatif ainsi que dans les domaines de renforcement de la solidarité sociale<sup>10</sup>. Pour bénéficier d'une exemption de taxes, les organismes sans but lucratif doivent faire une demande à la CMQ qui rend une décision conformément à loi.

Comme nous le disons, les changements législatifs intervenus en 2000-2001 ont grandement modifié le régime d'exemption de taxes pour les OSBL. Ces changements ont eu un effet tant sur les modalités d'exemption pour les

---

1 ARUC-Économie sociale : Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale.

2 Site du Conseil québécois en loisir, en ligne: loisirquebec.com < <http://www.loisirquebec.com> >

3 Site de l'alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ES), en ligne : aruc-es.ca <[http://www.aruc-es.ca/index.php?action=article&id\\_article=294800](http://www.aruc-es.ca/index.php?action=article&id_article=294800)>

4 Les soussignés du présent rapport sont Pierrick Choinière-Lapointe et Mylène Légaré, tous les deux, bacheliers en droit et inscrits à l'École du Barreau du Québec à titre de stagiaires. Ces derniers ont rédigé le présent rapport sous la supervision d'un comité de suivi composé de M. Louis Jolin, LL.D, professeur au département d'études urbaines et touristiques de l'ESG UQAM, de Mme Sonia Vaillancourt, coordonnatrice du Conseil québécois du loisir, de Me Marc Legros, directeur des services juridiques du Regroupement Loisir Québec, Legros & Grand'Maisons, avocats et de Geneviève Schields de l'ARUC-ES. L'équipe de recherche tient à remercier le professeur Jean Stafford du département d'études urbaines et touristiques de l'ESG UQAM pour ses précieux conseils concernant le traitement statistique des données récoltées dans le cadre de cette recherche. Des remerciements aussi à Me Caroline Pouliot, secrétaire de la Commission municipale du Québec, qui a pu nous fournir certaines informations manquantes.

5 *Loi sur la fiscalité municipale* L.R.Q., chapitre F-2.1, mod. par la Loi modifiant de nouveau diverses dispositions législatives concernant le domaine municipale, (L.Q. 2000) c. 54, articles 59, 71 et 76.

6 Projet de loi 76- Loi abrogeant la Loi sur la Commission municipale et modifiant diverses dispositions législatives, Assemblée nationale du Québec.

7 L.R.Q., chapitre F-2.1, art. 203. [LFM].

8 *Loi sur les compagnies du Québec*, L.R.Q. C-38, partie III. [OSBL].

9 LFM *supra* note 7, art. 243.8.

10 Extrait retouché et adapté de la présentation synthèse des pouvoirs juridictionnels de la CMQ. En ligne : Site de la CMQ <[http://www.cmq.gouv.qc.ca/responsab\\_quasi.html](http://www.cmq.gouv.qc.ca/responsab_quasi.html)>

OSBL que sur les paramètres jurisprudentiels généraux devant être appliqués pour déterminer la recevabilité d'une demande d'exemption. Nous verrons d'abord rapidement le cadre général législatif et administratif entourant la demande d'une exemption. Nous nous attarderons ensuite aux paramètres généraux dégagés par la jurisprudence en la matière.

## Le cadre juridique et administratif

Le gouvernement du Québec a produit un exposé synthèse du cadre légal et administratif entourant principalement la demande d'exemption de taxes foncières et d'affaires. Pour plus de commodité, et pour éviter une présentation technique d'un domaine complexe, nous reproduisons cette présentation presque littéralement dans la présente section.

Une association ou un organisme peut être exempté de taxes foncières ou de la taxe d'affaires s'il obtient une reconnaissance accordée par la CMQ en vertu de la LFM<sup>11</sup>. Seule une personne morale à but non lucratif peut faire l'objet d'une reconnaissance ou y être mentionnée comme utilisatrice d'un immeuble où elle exerce une ou plusieurs des activités admissibles, de façon que ces activités constituent l'utilisation principale de l'immeuble. Dans le cas des taxes foncières (comprenant la surtaxe et la taxe sur les immeubles non résidentiels), seul le propriétaire peut formuler une demande de reconnaissance. Dans le cas de la taxe d'affaires, la demande peut être formulée par le propriétaire, le locataire ou l'occupant qui exerce l'activité pouvant faire l'objet de reconnaissance.

Pour qu'une reconnaissance soit accordée, l'immeuble doit être utilisé par une personne morale à but non lucratif, que cette personne soit le propriétaire, le locataire ou l'occupant. L'immeuble doit être utilisé aux fins de l'exercice d'une activité admissible de façon à ce que ces activités constituent l'utilisation principale de l'immeuble.

En vertu de la *LFM*, sont admissibles les activités suivantes :

### Article 243.8 [...]

- 1 la création, l'exposition ou la présentation d'une oeuvre dans le domaine de l'art, pourvu, dans le cas de l'exposition ou de la présentation, que la possibilité d'y assister soit offerte, sans conditions préférentielles, au public;
- 2 toute activité d'ordre informatif ou pédagogique destinée à des personnes qui, à titre de loisir, veulent améliorer leurs connaissances ou habiletés dans l'un ou l'autre des domaines de l'art, de l'histoire, de la science et du sport ou dans tout autre domaine propre aux loisirs, pourvu que la possibilité de profiter de l'activité soit offerte, sans conditions préférentielles, au public;
- 3 toute activité exercée en vue de :
  - a) promouvoir ou défendre les intérêts ou droits de personnes qui, en raison de leur âge, de leur langue, de leur sexe, de leur orientation sexuelle, de leur race, de leur couleur ou de leur origine ethnique ou nationale ou en raison du fait qu'elles ont une maladie ou un handicap, forment un groupe;
  - b) lutter contre une forme de discrimination illégale;
  - c) assister des personnes opprimées, socialement ou économiquement défavorisées ou autrement en difficulté;
  - d) empêcher que des personnes ne deviennent en difficulté.

[...]

---

<sup>11</sup> LFM, *supra* note 7, articles 243.1 à 243.25.

**Article 243.10**

Pour l'application des paragraphes 1° et 2° du deuxième alinéa de l'article 243.8, font partie du domaine de l'art :

- 1 la scène, y compris le théâtre, le théâtre lyrique, la musique, la danse et les variétés;
- 2 le film, quel que soit le support technique de l'oeuvre, y compris le vidéo;
- 3 le disque ou tout autre mode d'enregistrement du son;
- 4 la peinture, la sculpture, l'estampe, le dessin, l'illustration, la photographie, les arts textiles, la vidéo d'art ou toute autre forme d'expression de même nature;
- 5 la transformation du bois, du cuir, des textiles, des métaux, des silicates ou de toute autre matière, lorsqu'il en résulte une oeuvre destinée à une fonction décorative ou d'expression;
- 6 la littérature, y compris le roman, le conte, la nouvelle, l'oeuvre dramatique, la poésie, l'essai ou toute autre oeuvre écrite de même nature.

À ces dispositions concernant l'admissibilité s'ajoute un critère auquel doivent se soumettre les OSBL qui offrent des services d'hébergement, sous peine de ne pas se voir octroyer l'exemption. Ainsi :

**Article 243.7**

Seul un immeuble dont l'utilisation remplit les conditions prévues à l'article 243.8 peut être visé par une reconnaissance.

Toutefois, il ne peut l'être si cette utilisation consiste dans l'hébergement autre que transitoire ou l'entreposage<sup>12</sup>.

Avant d'accorder une reconnaissance, la CMQ consulte la municipalité locale sur le territoire de laquelle est situé l'immeuble visé par la demande en lui donnant, par écrit, un avis qui lui expose les éléments de la reconnaissance proposée, lui demande son opinion à cet égard et l'informe que cette dernière doit lui transmettre son opinion dans les 90 jours qui suivent la transmission de l'avis. En cas de défaut, le déroulement de l'instance devant la CMQ peut se poursuivre malgré l'absence de l'opinion de la municipalité, laquelle n'est pas pour autant exclue comme intervenante devant la CMQ.

À la suite de l'audience publique, la CMQ fixe dans sa reconnaissance la date où celle-ci entre en vigueur. Cette date ne peut être antérieure au 1<sup>er</sup> janvier de l'année au cours de laquelle la demande de reconnaissance a été reçue, sauf lorsqu'un compte de taxes rétroactif a été transmis à l'association ou à l'organisme, suite à une modification au rôle d'évaluation.

La reconnaissance prend fin de plein droit lorsque, à la suite d'une modification du rôle d'évaluation, il appert que l'immeuble visé par la reconnaissance n'existe plus ou n'est plus porté au rôle, ou que la personne reconnue n'en est plus le propriétaire, le locataire ou l'occupant ou qu'a été autrement rompu le lien entre les éléments de la reconnaissance sur lesquels celle-ci est fondée. Ainsi, la reconnaissance prend fin lors de la vente de l'immeuble ou lorsque celui qui exerce l'activité admissible cesse d'exercer cette activité dans l'immeuble. Lors d'un déménagement, le bénéficiaire de l'exemption devra formuler une nouvelle demande.

La CMQ peut révoquer une reconnaissance lorsque l'une des conditions prévues par la loi n'est plus remplie. La CMQ peut alors agir de son propre chef ou à la demande de la municipalité locale sur le territoire de laquelle est situé l'immeuble visé par la reconnaissance.

<sup>12</sup> Nous traiterons ce point en détail plus loin dans le texte au point III. G.

Enfin, toute personne qui fait l'objet d'une reconnaissance en vigueur doit, afin d'en éviter la caducité, démontrer périodiquement à la CMQ que les conditions prévues par la loi sont toujours remplies. Cette révision a lieu tous les neuf ans dans le cas des taxes foncières et à tous les cinq ans dans le cas de la taxe d'affaires. À cette fin, la CMQ donne par écrit à la personne reconnue un avis qui l'informe des règles prévues par la loi pour la révision de sa demande de reconnaissance.

Les demandes de reconnaissance sont envoyées à la CMQ sous la forme d'un formulaire préparé par la demanderesse<sup>13</sup>. Elles doivent être acheminées par la poste et être accompagnées des documents requis.

### L'évolution législative et ses applications par la CMQ

Avant les modifications de 2000, les exemptions pour les taxes foncières et municipales pour les OSBL oeuvrant dans les domaines visés étaient prévues aux articles 204 et 236 de la LFM. Bien qu'une série d'exceptions soient toujours prévues à ces articles<sup>14</sup>, les dispositions concernant les OSBL sont désormais codifiées aux articles 243.1 à 243.25. Ce changement qui a modifié le régime applicable aux OSBL a forcé la CMQ à revoir les critères jurisprudentiels applicables en la matière. Examinons rapidement l'évolution législative en comparant le texte actuel avec le texte antérieur.

Les dispositions concernant les OSBL, avant les modifications de 2000, étaient divisées entre la catégorie des taxes foncières et celle des taxes d'affaires.

En vertu de l'article 204 (10)a) et b) :

204. Sont exempts de toute taxe foncière, municipale ou scolaire :

[...]

(10) un immeuble qui appartient à une institution ou un organisme et à l'égard duquel la Commission reconnaît l'institution ou l'organisme, après consultation de la municipalité locale, en raison du fait que l'immeuble remplit l'une des conditions suivantes :

a) être à l'usage du public et utilisé sans but lucratif principalement à des fins culturelles, scientifiques, récréatives, charitables ou sociales;

b) être utilisé par une institution ou un organisme qui est un organisme de bienfaisance enregistré aux fins de la Loi sur les impôts (chapitre I-3), pour y faire la charité ou pour y exercer des activités administratives dans la poursuite de cet objectif;

La CMQ appliquait, par analogie, les critères de l'article 204 (10) a) et b) pour les articles 236 6), 7) et 8) qui prévoyaient que :

236 La taxe d'affaires ne peut être imposée en raison :

[...]

5. de l'activité exercée dans un but non lucratif principalement à des fins culturelles, scientifiques, écologiques, récréatives, charitables, sociales ou de protection des animaux dans un immeuble à l'usage public;

---

<sup>13</sup> Nous désignerons dorénavant les organismes demandeurs (OSBL) par le terme « demanderesse ». Nous avons préféré ce terme en raison de la nature juridique des organismes demandeurs qui sont, aux fins de la loi, des personnes morales.

<sup>14</sup> Par exemple, un « immeuble compris dans une unité d'évaluation inscrite au nom de l'État ou de la Société immobilière du Québec » (art. 204(1)) pour la taxe foncière ou encore « un établissement public au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux » (art. 236(1) e)) pour les taxes d'affaires.

6. de l'activité administrative rattachée à la poursuite d'une activité exercée, conformément au paragraphe 5, à des fins culturelles, scientifiques, écologiques, récréatives, charitables, sociales ou de protection des animaux dans un immeuble à l'usage public même si cette activité administrative est exercée dans un immeuble distinct à l'usage du public ou non;
7. de l'activité administrative rattachée à une activité exercée dans un but non lucratif principalement en vue de la défense des intérêts ou des droits d'un groupe de personnes formé en raison de la langue, de l'origine ethnique ou nationale, de l'âge ou d'un handicap ou en vue de lutter contre une forme de discrimination illégale ou en vue de venir en aide à des personnes socialement ou économiquement défavorisées ou à des personnes opprimées;

[...]

De façon générale, la CMQ appliquait systématiquement les trois critères suivants pour déterminer si l'OSBL demandeur pouvait être exempté de la taxe foncière et de la taxe d'affaires :

- l'immeuble devait être à l'usage du public;
- l'immeuble devait être utilisé sans but lucratif;
- l'immeuble devait être utilisé principalement aux fins prévues dans les dispositions<sup>15</sup>.

Les critères jurisprudentiels sont aujourd'hui légèrement différents en vertu des articles 243.1 à 243.25. En effet, pour faire droit à la demande de reconnaissance, la CMQ cherche désormais à s'assurer que les demanderesses et l'utilisateur sont (1) des personnes morales à but non lucratif, (2) que les activités exercées dans l'immeuble sont admissibles, (3) que les activités admissibles sont exercées dans un but non lucratif et (4) que celles-ci constituent l'utilisation principale de l'immeuble<sup>16</sup>. Toutefois, ces « légers » changements ont eu des effets notables sur certains domaines d'activités, notamment en révoquant de nombreuses exemptions.

### Les changements prévus

La *Loi abrogeant la Loi sur la Commission municipale et modifiant diverses dispositions législatives*<sup>17</sup> supprimera, comme son nom l'indique, la CMQ. Les principaux effets qu'auront ces changements majeurs sur les organismes oeuvrant dans le domaine du loisir au Québec sont difficiles à prévoir pour le moment. Toutefois, certaines dispositions du projet de loi sont inquiétantes à leur face même.

Nous verrons plus loin que les changements apportés en 2000 ont eu des conséquences importantes sur les demanderesses. Pourtant, ces changements ne touchaient pas à la nature quasi-judiciaire de la procédure de la CMQ dont bénéficient les demanderesses. Or le projet de loi, pour sa part, bouleversera toute la procédure d'examen et d'octroi des exemptions de taxes foncières. Suivant ce qu'a prévu le législateur, ce sera désormais le pouvoir exécutif de la municipalité qui devra décider d'accorder ou non une exemption aux demanderesses<sup>18</sup>. Cette nouvelle façon de faire entraînera certains problèmes de fond évidents et suscite déjà maintes inquiétudes. À cet effet, le bâtonnier du Québec sortant, Me Denis Mondor, a très justement exprimé ces préoccupations dans un avis transmis en décembre 2004 à la Commission de l'aménagement du territoire :

15 Voir par exemple Auberges de jeunesse du St-Laurent inc. c. Ville de Mont-Tremblant, CMQ-54960 (7705-00) (17 novembre 2000) (Demande d'exemption accueillie par le commissaire Michel Hamelin) ; Camping du Parc du Gros-Cap c. Municipalité de l'Étang du Nord, CMQ-54984 (7783001) (22 janvier 2001). (Demande d'exemption accueillie par le commissaire François Casgrain).

16 Voir par exemple Auberges de jeunesse du St-Laurent inc. c. Ville de Mont-Tremblant, CMQ-60525 (12393-04) (17 mai 2004), (Demande d'exemption rejetée par le commissaire Jacques Brisebois); Regroupements des organismes nationaux de loisirs du Québec c. Ville de Montréal, CMQ-58992 (12573-04) (17 juin 2004). (Demande d'exemption accordée par la commissaire Louise Paiement).

17 Projet de loi, Supra note 6.

18 Projet de loi, supra note 6, art. 80 à 89.

[L]e projet de loi confie à l'organisme municipal responsable du rôle d'évaluation, la compétence de reconnaître certains organismes sans but lucratif aux fins de l'exemption de taxes foncières, avec appel au Tribunal administratif du Québec. La décision d'exempter ou non un tel organisme relèverait d'une personne désignée par l'omré, c'est-à-dire le conseil de ville ou celui de la MRC. Selon l'article 80 du projet de loi, cette personne pourrait même être mandatée contractuellement pour agir «à l'acte» sans les garanties d'indépendance de la Commission municipale. Il est important de noter que cette attribution exercée actuellement par la Commission municipale représente une charge de travail considérable. Le régime de reconnaissance prévu aux articles 80 et suivants du projet de loi est défaillant à plusieurs égards. Aucune formation juridique n'est obligatoire pour cette personne désignée. En outre, aucun critère de désignation n'est prévu dans la loi ni aucune règle de procédure ou de preuve minimales. Tout est donc en place pour la production systématique de décisions arbitraires, en matière d'exemption de taxes foncières. Il ne faut pas perdre de vue que les critères d'exemption de taxes applicables aux organismes sans but lucratif sont complexes. En bout de course, c'est l'équité fiscale municipale qui sera compromise par des décisions arbitraires incohérentes et inégales de décideurs multiples non soumis à la jurisprudence, sans formation juridique et sans garanties d'indépendance et d'impartialité<sup>19</sup>.

Nous soulignerons d'autres problèmes que soulèvera la réforme envisagée à la lumière de nos recherches que nous exposons ci-après.

---

<sup>19</sup> Denis Mondor, Lettre envoyée à la Commission de l'aménagement du territoire, Projet de loi 76 intitulé : « Loi abrogeant la Loi sur la Commission municipale et modifiant diverses dispositions législatives, (14 décembre 2004), en ligne : [barreau.qc.ca](http://www.barreau.qc.ca/fr/positions/opinions/lettres/2004/20041214_03.pdf) <[http://www.barreau.qc.ca/fr/positions/opinions/lettres/2004/20041214\\_03.pdf](http://www.barreau.qc.ca/fr/positions/opinions/lettres/2004/20041214_03.pdf) >

---

## CHAPITRE I : LA MÉTHODOLOGIE

### Le traitement statistique des données juridiques et le degré d'inférence possible

Nos résultats reposent essentiellement sur un traitement statistique de l'information. Bien que cette méthodologie soit moins fréquente en matière d'analyse juridique, elle constitue toutefois une méthode d'observation utilisée, et généralement reconnue, qui comporte des avantages importants dans certains domaines de recherche<sup>20</sup>. Aux fins de notre étude, cette méthodologie s'est rapidement imposée pour plusieurs raisons. La première étant la nature même de l'échantillon. Les décisions de la CMQ sont des décisions administratives qui répondent à une logique formelle assez simple. Elles sont toutes construites à partir du même cadre analytique et répondent à des normes législatives très précises. Les mêmes critères reviennent systématiquement dans les décisions et leur traitement juridique est peu étoffé. Ces décisions sont très courtes. Elles se composent généralement d'environ quatre (4) à cinq (5) pages lorsque la demande ne vise qu'un utilisateur d'un immeuble.

Ensuite, la qualité des résultats que nous cherchions à obtenir a également largement contribué à notre choix méthodologique. Comme nous l'avons dit, nous voulions obtenir un tableau global précis des grandes orientations des décisions de la CMQ selon différents paramètres. De tels résultats n'auraient pas pu être obtenus par un traitement plus classique des données juridiques. De toute façon, ce n'était pas tant l'interprétation que faisait la CMQ de la loi, que l'effet concret de ses décisions sur les demandes d'exemptions de taxes qui nous intéressait.

La pertinence de ce choix méthodologique nous est apparue lors de la compilation des résultats finaux. Des variations importantes se sont dévoilées là où nous les attendions. Le tableau global obtenu a répondu aux objectifs que nous nous étions fixés. Certaines de nos hypothèses de départ se sont vues confirmées alors que d'autres ont dûes être modifiées.

Il faudra toutefois demeurer prudent relativement à l'inférence à laquelle il est possible de procéder à partir de nos résultats bruts. À cet effet, deux remarques s'imposent. D'abord, et contrairement à un sondage d'opinion, il n'est pas possible de faire d'inférences directes à partir des pourcentages globaux auxquels nous arrivons puisque l'activité juridictionnelle de la CMQ couvre plusieurs secteurs d'activités. Or, comme nous le soulignerons, il existe des variations importantes d'un secteur à l'autre à l'égard des variables que nous contrôlons. Ensuite, comme nous l'expliquerons ci-dessous, la catégorisation des secteurs d'activités ne fait pas l'objet d'une reconnaissance formelle ni par la CMQ ni par la loi. En somme, les chiffres que nous présentons, doivent être lus en regard du mandat que nous nous sommes donnés : analyser les décisions de la CMQ selon des secteurs d'activités déterminés et en fonction des variables contrôlées afin d'en dégager des grandes tendances.

Cela dit, il importe également de voir que nos chiffres sont dans l'ensemble très fiables. En effet, les seules données retenues et présentées ont toutes faites l'objet d'une vérification à l'aide des formules statistiques standardisées (chi-carré) et selon les méthodes généralement utilisées<sup>21</sup>. De plus, les variations observées dans les différents secteurs d'activités semblent confirmer la validité des catégories tel que conçues.

---

<sup>20</sup> Voir notamment Joseph L. Gastwirth, *Statistical reasoning in law and public policy*, Boston: Academic Press, 1988. Hans Zeisel et David Kaye, *Prove it with figures: empirical methods in law and litigation*, New York, Springer, 1997. Joseph L. Gastwirth (dir.), *Statistical science in the courtroom*, New York, Springer, 2000; Michael O. Finkelstein et Bruce Levin, *Statistics for lawyers*, New York, Springer, 2001.

<sup>21</sup> Les données recueillies ont été traitées et ordonnées à l'aide du logiciel de traitement statistique SPSS 13.0 for Windows Graduate Student Version, Release 13.0 (1 Sep. 2004).

Dès le départ, nous avons conclu qu'un échantillon d'environ 500 décisions serait adéquat pour nous donner un tableau crédible des orientations générales qui se dégagent des décisions de la CMQ. En effet, la CMQ a rendu quelques 6000 décisions en matière d'exemption de taxes foncières pour la période 2000-2005, en incluant les décisions rendues en 2000 et 2001 sous les anciennes dispositions de la LFM. Parmi ces 6000 décisions, 4235 avaient un certain rapport avec le domaine qui nous intéresse, soit celui du loisir. Nous avons restreint encore davantage notre recherche en ne considérant que les quelques 700 décisions se rapportant aux catégories que nous avons déterminées et qui seront décrites plus loin. Ainsi, notre échantillon de 460 décisions analysées constitue plus de 70% de la totalité des décisions rendues par la CMQ relativement aux catégories choisies pour faire l'objet de la recherche. Ce pourcentage nous apparaît être statistiquement significatif selon la formule consacrée.

Le choix des 460 décisions s'est effectué en fonction de leur pertinence en regard des catégories que nous avons définies et que nous présentons maintenant.

## L'élaboration de l'échantillon

L'élaboration de l'échantillon a fait l'objet d'un travail continu sur presque deux mois de recherche. L'échantillon couvre la période s'étendant de 2001, soit à partir des dernières modifications législatives, jusqu'à octobre 2005. Nous l'avons constitué à partir des décisions accessibles par le moteur de recherche disponible sur le web<sup>22</sup>. Il comprend 460 décisions. Cependant, le nombre de cas analysés s'élève à 572 puisque certaines d'entre elles comprenaient plusieurs utilisateurs et ont alors été analysées comme plusieurs demandes distinctes. C'est ce qui explique que ce soit le nombre de 572 que l'on retrouve dans les tableaux.

Cet échantillon n'a pas été fixé tout de suite après la catégorisation des secteurs d'activités. Cette dernière a fait l'objet de quelques raffinements. L'échantillon final est plutôt le résultat d'une recherche dynamique pendant laquelle les catégories ont été revues et circonscrites. Ceci nous a toutefois permis d'en arriver à des résultats finaux pour chacune des catégories.

Tel que mentionné ci-dessus, la catégorisation des secteurs d'activités choisis n'est pas fondée sur des définitions pré-établies par la CMQ ou de quelque autre façon par la loi. Elle est plutôt le fruit d'un choix éclairé de la part de l'équipe de recherche qui a tenté, au mieux de ses connaissances, de circonscrire certains domaines d'activités dans lesquels œuvrent les OSBL au Québec et qui prétendent se qualifier aux fins de la LFM comme étant admissibles à une exemption de taxes foncières.

Quoi qu'il en soit, la catégorisation de la plupart des secteurs d'activités retenus ne devrait pas faire l'objet de grands débats. Ainsi, des catégories, comme les scouts, sont difficilement questionnables. Toutefois, certaines d'entre elles ont dû être examinées et analysées plus attentivement lors de la détermination de l'échantillon final. Nous pouvons citer à titre d'exemple les centres de loisirs et les organismes d'hébergement touristique, dont les définitions peuvent sembler parfois moins évidentes. Nous précisons ci-dessous les dénominateurs communs autour desquels nous les avons rassemblées<sup>23</sup>.

---

<sup>22</sup> Site des jugements du Québec, en ligne jugements.qc.ca, <www.jugements.qc.ca>

<sup>23</sup> La liste des décisions qui composent chacune des catégories se trouve en annexe du présent document.



## L'hébergement touristique

Cette catégorie comprend 99 décisions sur un total de 572. Elle constitue donc environ 17% de l'échantillon global. Comme son nom l'indique, la principale caractéristique des demanderesse de cette catégorie, c'est qu'elles offrent des services d'hébergement avec un programme d'animation plus ou moins articulé. La notion de tourisme renvoie à la clientèle qui fréquente ces lieux d'hébergement particuliers qui offrent, très souvent pour un prix modique, des services de nature sociale<sup>24</sup> ou simplement de loisirs<sup>25</sup>. Pour illustrer, mentionnons que cette catégorie comprend notamment des bases de plein-air, des YMCA, des auberges jeunesse ou encore des camps de vacances.

L'intérêt particulier que représente cette catégorie relève d'une disposition particulière de la LFM qui précise qu'un organisme se qualifiant aux fins des critères prévus ne peut toutefois pas se voir accorder l'exemption si « utilisation [de l'immeuble] consiste dans l'hébergement autre que transitoire [...] »<sup>26</sup>. Nous tenions, notamment, à observer si cette disposition avait empêché l'octroi d'une exemption dans un nombre important de décisions.

## Clubs locaux et régionaux de loisirs

Cette seconde catégorie générique est composée de six sous-catégories qui ont comme caractéristique commune de constituer des clubs locaux ou régionaux de loisirs. Aux fins de notre étude, nous les avons séparés de la façon suivante : les centres, clubs et comités de loisirs, les scouts, les clubs de l'âge d'or, les maisons de jeunes, les clubs et associations sportives et les festivals et attractions. Il convient toutefois de noter que dans les tableaux ci-dessous, nous avons choisi de conserver seulement les six sous-catégories.

### Les centres, clubs et comités de loisirs

Cette sous-catégorie regroupe les demanderesse qui gèrent un espace immobilier dans lequel elles opèrent des activités de loisirs. Ces activités s'étendent sur un large spectre allant des activités à caractère communautaire visant à desservir les besoins d'une population locale<sup>27</sup> aux centres dédiés à la pratique d'activités particulières<sup>28</sup>. Cette sous-catégorie regroupe 154 décisions. Elle représente donc environ 27% de l'échantillon global.

### *Les scouts*

Les scouts jouissant d'une reconnaissance internationale, la détermination de l'étendue de cette catégorie a été rapidement fixée. Cette sous-catégorie comprend donc toutes les demanderesse qui portent le nom « scout ». On y retrouve 19 décisions. Elle constitue environ 3 % de l'échantillon global.

### *Clubs de l'âge d'or ou de la FADOQ*

À l'instar des scouts, cette catégorie a été facilement circonscrite. Nous avons principalement retenu toutes les demanderesse qui avaient pour composante nominale « âge d'or » ou « FADOQ ». Elle comprend 30 décisions et représente environ 5 % de l'échantillon global.

24 Voir par exemple Camp Amy Molson inc. et Ville de Montréal, CMQ-59807 (12235-04).

25 Voir par exemple Auberge de la paix Québec inc. et Ville de Québec, [2002] CMQ- 58237 (9903-02).

26 LFM, supra note 7, art. 243.7.

27 Voir par exemple Centre communautaire des loisirs de Sherbrooke et Ville de Sherbrooke, [2002] CMQ-56723 (9114-02).

28 Voir par exemple Conseil du loisir scientifique de l'Est du Québec et Ville de Rimouski, [2002] CMQ-46150 (8407-02).

### *Les maisons de jeunes*

La sous-catégorie « maisons de jeunes » fait également partie de ces catégories facilement identifiables en raison de l'exercice par ces dernières d'activités largement reconnues et pratiquées. À l'instar des deux sous-catégories précédentes, la totalité des demanderesse arborait les mots « maisons de jeunes » dans leur dénomination sociale. Cette sous-catégorie comporte 57 décisions et constitue environ 10 % de l'échantillon global.

### *Les clubs et associations sportives*

Les clubs et associations sportives couvrent un large éventail de demanderesse. L'utilisation que font ces dernières des immeubles va des arénas, où l'on pratique des sports sous supervision<sup>29</sup>, aux installations sportives communautaires de quartier<sup>30</sup>. Il faut toutefois prendre garde de ne pas confondre ces demanderesse avec les organismes de regroupement de sports dont nous parlerons ci-dessous. Cette sous-catégorie regroupe 35 décisions et représente environ 6 % de l'échantillon global.

### *Les festivals et attractions*

Les décisions comprises dans cette catégorie concernent les demanderesse qui font de la mise sur pieds d'événements culturels leur principale activité. Ces événements très variés reposent sur des thèmes allant de la gastronomie<sup>31</sup> à la promotion de certaines causes<sup>32</sup>, en passant par la mise en valeur d'un art<sup>33</sup>. Cette sous-catégorie comprend 34 décisions et constitue environ 6 % de l'échantillon global.

### *Organismes nationaux et regroupements régionaux de loisirs et de sports*

Cette catégorie comprend les regroupements de type associatif ou fédératif sur une base nationale (provinciale) ou régionale. Cela signifie que chacune des ces décisions comprend en fait plusieurs utilisateurs. Nous avons donc choisi de les décortiquer et de traiter chacun de ces utilisateurs comme s'il avait présenté une demande distincte<sup>34</sup>. Nous les avons classé en trois sous-catégories que nous allons décrire.

#### *Les URLS*

La première sous-catégorie est celle des unités régionales de loisirs. Elle comporte 8 décisions et ne représente qu'environ 1% de l'échantillon global.

#### *Les organismes nationaux de loisirs*

La seconde sous-catégorie est composée des organismes nationaux de loisirs. Elle comprend 61 décisions et constitue environ 11% de l'échantillon global.

#### *Les organismes nationaux de sports*

La dernière sous-catégorie est celle des organismes nationaux de sports. Elle contient 59 décisions et représente environ 10% de l'échantillon global.

---

29 Voir par exemple Centre sportif de Cabano inc. et Ville de Cabano, [2004] CMQ-56959 (12231-04).

30 Voir par exemple Association des sportifs du Templeton-Ouest inc. et Ville de Gatineau, [2002] CMQ-58347(10026-02)

31 Voir par exemple Festival de la Galette de Sarasin inc. et Ville de Louiseville, [2001] CMQ-51418 (8215-01).

32 Voir par exemple Festival de la santé inc. et Ville de Montréal, [2004] CMQ-60971 (13070-04).

33 Voir par exemple Festival international du nouveau cinéma et des nouveaux médias de Montréal et [2004] CMQ-59723 (12452-04).

34 Par exemple, la Fédération québécoise d'athlétisme, qui est un des organismes demandeurs dans la décision Regroupement des organismes nationaux de loisir, a été analysée dans la sous-catégorie des organismes nationaux de sports décrite ci-dessous[0].

### *Les offices de tourisme et les corporations touristiques*

Cette dernière catégorie est assez limitée. Elle est composée des demanderesses qui s'occupent principalement de faire la promotion du tourisme dans un secteur d'activité pour une région ou localité donnée<sup>35</sup>. Elle comporte 16 décisions et constitue environ 3% de l'échantillon global.

## Les variables contrôlées et leur traitement

### La position de la municipalité

La première variable qui nous a semblé pertinente de prendre en compte concerne la position de la municipalité concernant l'exemption demandée. En vertu de l'article 243.23 de la LFM, la CMQ doit consulter la municipalité locale sur le territoire de laquelle est situé l'immeuble visé par la demande avant d'accorder une reconnaissance. Ce renseignement se retrouve donc au tout début des décisions de la CMQ. Trois situations peuvent survenir : la municipalité ne s'oppose pas à la demande, elle s'y oppose ou il n'est pas fait mention de la position de la municipalité.

Il est important de noter que lorsque la municipalité affirme s'en remettre à la décision de la CMQ, cela fut considéré comme si la position de la municipalité n'était pas spécifiée. À cet effet, il faut noter que dans la majorité des cas où il n'est pas fait mention de la position de la municipalité, cette dernière ne s'est tout simplement pas présentée à l'audition.

### L'historique des exemptions

La variable « historique des exemptions » vise essentiellement à observer l'effet qu'ont eu les changements législatifs de 2000 sur les demanderesses. Plus précisément, nous voulions vérifier si les demanderesses ont bénéficié de ces changements en se voyant octroyer un plus grand nombre d'exemptions qu'auparavant ou si c'est le contraire qui s'est produit.

Quatre situations pouvaient survenir: la demanderesse avait l'exemption et l'a conservée ; la demanderesse avait l'exemption et l'a perdue; la demanderesse n'avait pas l'exemption et l'a obtenue; la demanderesse n'avait pas l'exemption et ne l'a pas eue.

### Les prétentions de la demanderesse

Ces prétentions découlent des critères législatifs contenus à l'article 243.8 LFM qui précise les conditions de la reconnaissance. La demanderesse prétend donc exercer une ou plusieurs des activités admissibles décrites dans cet article. Trois types d'activités y sont prévus. Le premier paragraphe comprend les activités relevant du domaine artistique pourvu que la possibilité d'y assister soit offerte sans condition préférentielles au public. Le deuxième paragraphe concerne les activités d'ordre informatif ou pédagogique destinées à des personnes qui, à titre de loisirs, veulent améliorer leurs connaissances ou habiletés dans l'un ou l'autre des domaines de l'art, de l'histoire, de la science et du sport ou dans tout autre domaine propre aux loisirs. Le troisième paragraphe regroupe les activités exercées en vue de promouvoir ou défendre les intérêts ou les droits de personnes qui, en raison de certains

<sup>35</sup> Voir par exemple Office du tourisme et des congrès de Gaspé et Ville de Gaspé, [2001] CMQ-55594 (8250-01).

facteurs, forment un groupe soit de lutte contre une forme de discrimination illégale, d'assistance des personnes en difficulté ou de support pour que des personnes ne deviennent en difficulté.

La demanderesse devait donc baser sa demande d'exemption sur l'un de ces trois types d'activités correspondant chacune à l'un des paragraphes mentionnés. Elle pouvait également en invoquer plus d'un à la fois. Ces renseignements ne se retrouvaient pas toujours au même endroit dans les décisions de la CMQ. En outre, certaines demandereses ne précisaient pas sur quel paragraphe elles fondaient leur demande, se contentant d'invoquer l'article 243.8 LFM en général.

Il convient enfin de spécifier que nous n'avons pas interprété les propos des demandereses. Lorsqu'elles ne précisaient pas sur quel paragraphe elles s'appuyaient mais qu'elles en reprenaient les termes exacts, nous considérons que cela équivalait à invoquer le paragraphe précis. Cependant, lorsque la demanderesse se contentait d'expliquer dans des termes généraux quelles étaient les activités qu'elle considérait comme admissibles sans citer un paragraphe en particulier, nous considérons que ses prétentions n'étaient pas rapportées.

### **Les motifs retenus par la CMQ lorsqu'elle accueille la demande**

Les motifs retenus représentent les dispositions législatives sur lesquels la CMQ fonde sa décision. Comme elle n'exerce pas un pouvoir discrétionnaire, la CMQ doit appliquer les critères d'exemption prévus dans la LFM pour accorder ou non la reconnaissance demandée. Elle doit donc déterminer si la demanderesse exerce l'une des activités admissibles décrites à l'article 243.8 LFM. La CMQ peut conclure que plusieurs activités admissibles sont exercées. Les demandes rejetées ne sont pas comptabilisées pour cette variable. Il convient enfin de souligner que, dans de très rares cas, la CMQ ne motive pas sa décision.

### **Les motifs de rejet**

Lorsque la CMQ rejette la demande d'exemption, elle donne habituellement les raisons qui motivent son refus. Cependant, nous souhaitons connaître, dans le cadre de la présente recherche, de façon plus spécifique les raisons du rejet. Nous avons choisi de regrouper ces raisons en quatre grandes catégories qui représentent à notre avis les dénominateurs communs de tous les motifs de rejet. La première comprend les cas où la CMQ conclut que les activités exercées, dans l'immeuble faisant l'objet de la demande, ne sont tout simplement pas admissibles en vertu des dispositions de l'article 243.8 LFM. Cette section est générique et ne se retrouve donc pas dans les tableaux. Elle comporte sept<sup>36</sup> possibilités qui correspondent aux combinaisons possibles entre les paragraphes de l'article 243.8 LFM qui décrivent les activités admissibles. La première possibilité comprend les cas pour lesquels il n'a pas été possible de connaître les fondements du rejet. Cette situation concerne 57 décisions et représente environ 28 % des demandes rejetées.

La deuxième catégorie regroupe les décisions où la CMQ considère que des activités admissibles sont exercées, mais seulement à titre secondaire, ce qui implique que l'exercice ne constitue pas l'utilisation principale de l'immeuble visé par la demande, tel qu'exigé par la loi. La troisième englobe toutes les décisions où la CMQ spécifie que les activités exercées sont d'ordre administratif, ce qui n'est donc pas admissible. La dernière catégorie rassemble les décisions où la CMQ précise que les activités exercées sont principalement de l'hébergement. L'article 243.7 LFM en fait un motif de rejet, même si la demanderesse se serait autrement qualifiée pour obtenir l'exemption.

---

<sup>36</sup> Il importe de noter que la combinaison des paragraphes 1 et 3 ne se retrouve pas dans le tableau puisque qu'aucune donnée n'y correspondait. Dans un cas semblable, le logiciel élimine la variable.

Il importe de souligner que les regroupements des raisons invoquées par la CMQ pour justifier son refus relève d'un choix effectué par l'équipe de recherche. Les catégories telles que décrites ci-dessus sont celles qui nous ont semblé être les plus significatives statistiquement après examen de l'ensemble de l'échantillon. Les demandes acceptées ne sont pas comptabilisées pour cette variable.

### La superficie de l'exemption

La dernière variable qu'il nous est apparu important de contrôler concerne la superficie de l'immeuble pour laquelle l'exemption est accordée. Bien que la CMQ soit parfois très précise à ce sujet, nous avons regroupé toutes les figures de cas sous trois variables générales : la demande est rejetée, l'exemption n'est valide que pour une partie de l'immeuble seulement et l'exemption est accordée pour tout l'immeuble faisant l'objet de la demande.

### Les corrélations observables

À partir de ces variables, nous avons décidé de vérifier certaines hypothèses. Nous cherchions essentiellement à connaître l'impact que pouvaient avoir certaines de ces variables sur les décisions de la CMQ. Voici les corrélations auxquelles nous nous sommes intéressés.

### Les commissaires et l'octroi d'une exemption

Nous avons cherché à déterminer s'il y avait une corrélation significative entre le Commissaire rendant la décision et l'accord d'une exemption totale, partielle ou le rejet de la demande. Cela afin d'évaluer si des différences notables pouvaient être relevées entre les différents commissaires. Il faudra toutefois faire attention avec l'interprétation de ces résultats. En effet, la répartition des commissaires par catégorie semble démontrer que l'attribution des dossiers à la CMQ relève peut-être d'un choix conscient de la part des coordonnateurs<sup>37</sup>. Si cela s'avère exact, cet élément de fait viendra limiter la portée des inférences qu'il sera possible de faire à partir de ces données.

### La position de la municipalité et l'octroi d'une exemption

Nous nous sommes également intéressés à la corrélation possible entre le fait que la municipalité se soit opposée ou non à l'exemption et le fait que la CMQ n'a pas accordé ou qu'elle a accordé partiellement ou totalement l'exemption. Autrement dit, il nous semblait utile de savoir si l'opinion de la municipalité avait un poids quelconque dans la décision rendue par la CMQ.

#### *Corrélation entre une prétention de la demanderesse sous le paragraphe 2 et l'octroi par la CMQ en vertu du paragraphe 3*

Au cours de notre recherche, il nous est apparu que dans un nombre important de décisions, les prétentions invoquées par la demanderesse ne correspondaient pas nécessairement aux motifs sur lesquels la CMQ fondait sa décision. Il nous a semblé pertinent de chercher à déterminer si la CMQ accordait plus facilement l'exemption sous certains critères que sous d'autres. C'est plus particulièrement les paragraphes 2 et 3 qui ont retenu notre attention et qui font l'objet d'une analyse. En effet, nous pensions avoir observé une tendance selon laquelle la

<sup>37</sup> Voir le tableau VII concernant les corrélations entre les commissaires et l'octroi d'une exemption.

CMQ, lorsque saisie d'une demande sous le paragraphe 2, accordait l'exemption, pour des raisons d'équité, sous le paragraphe 3. Cela parce qu'il serait plus facile pour la demanderesse de remplir les critères de ce paragraphe.

---

## CHAPITRE II : LES ORIENTATIONS GÉNÉRALES

Dans cette partie de la recherche, nous avons cherché à connaître les grandes tendances qui ressortent des décisions de la CMQ en matière d'exemption de taxes, et ce, toutes catégories confondues. Nous trouvions qu'il était intéressant de pouvoir comparer les orientations générales pour l'ensemble des catégories ou sous-catégories choisies avec ce qui est observable pour chacun des secteurs séparément.

### La position de la municipalité

**[TABLEAU I] La position de la municipalité concernant la demande d'exemption**

	Fréquence	Pourcentage
Il n'est pas mentionné si la ville s'oppose	123	21,5
La ville ne s'oppose pas à la demande	278	48,6
La ville s'oppose à la demande	171	29,9
Total	572	100,0

Le tableau nous indique que dans environ la moitié des décisions, la municipalité ne s'oppose pas à la demande. Elle s'y oppose dans un peu moins du tiers des cas. Nous verrons plus loin que la position de la municipalité varie de façon notable suivant les secteurs d'activités. Finalement, dans un peu moins du quart des demandes, la municipalité ne se prononce pas.

### L'historique des exemptions

**[TABLEAU II] Historique des exemptions**

	Fréquence	Pourcentage
La demanderesse avait l'exemption et l'a conservée	157	27,4
La demanderesse avait l'exemption et l'a perdue	115	20,1
La demanderesse n'avait pas l'exemption et l'a obtenue	196	34,3
La demanderesse n'avait pas l'exemption et ne l'a pas obtenue	104	18,2
Total	572	100,0

Nous pouvons d'abord constater que pour plus de la majorité des demandereses, les changements législatifs de 2000 ont eu un impact. En effet, environ un cinquième d'entre elles ont perdu l'exemption dont elles bénéficiaient. Par contre, les changements semblent avoir eu un effet positif pour environ le tiers des demandereses qui n'avaient

pas l'exemption et qui l'ont obtenue à ce moment là. Il ne faut cependant pas conclure trop rapidement que les modifications ont été bénéfiques pour toutes les catégories, puisque l'on verra plus tard que certaines d'entre elles ont été très durement touchées par ces changements.

## Les prétentions de la demanderesse

[TABLEAU III] Les prétentions des demandereses

	Fréquence	Pourcentage
Les prétentions de la demanderesse ne sont pas rapportées	176	30,8
La demanderesse fonde sa demande sur l'article 243.8(1)	10	1,7
La demanderesse fonde sa demande sur l'article 243.8(2)	168	29,4
La demanderesse fonde sa demande sur l'article 243.8(3)	86	15,0
La demanderesse fonde sa demande sur l'article 243.8(1) et (2)	26	4,5
La demanderesse fonde sa demande sur l'article 243.8(1) et (3)	1	,2
La demanderesse fonde sa demande sur l'article 243.8(2) et (3)	92	16,1
La demanderesse fonde sa demande sur l'article 243.8(1), (2) et (3)	13	2,3
Total	572	100,0

La première observation que nous pouvons tirer à la lecture de ce tableau est que dans environ un tiers des décisions, les prétentions des demandereses ne sont pas rapportées<sup>38</sup>. Ce qui veut dire que la CMQ ne mentionne pas sur quelle disposition législative la demanderesse s'appuie pour justifier sa demande.

Ensuite, nous pouvons observer que le paragraphe 1, qui concerne les activités liées à l'art, est très rarement invoqué. Cela résulte probablement, comme nous le verrons, du domaine d'activité très spécifique des organismes auxquels il s'adresse. Cependant, même dans les secteurs d'activités où il trouverait application, on constate qu'il n'est pas invoqué systématiquement<sup>39</sup>. De plus, les combinaisons du paragraphe 1 avec un autre sont peu fréquentes.

Pour sa part le paragraphe 2, qui concerne les activités d'ordre informatif et pédagogique, est le plus invoqué par les demandereses. Cette popularité explique peut-être la variation appréciable qui existe entre les demandes fondées sur les paragraphes 1 et 2 simultanément en comparaison avec celles où le paragraphe 1 est invoqué seul.

<sup>38</sup> Comme nous le mentionnions ci-dessus, nous avons relevé les prétentions des demandereses dans les décisions. Toutefois, plusieurs d'entre elles ne mentionnaient pas précisément sur quel paragraphe se fondait la demande. Nous avons demandé à la CMQ de nous donner des précisions à cet effet. Cette dernière n'a pu faire suite à notre demande. En effet, le formulaire que devait remplir les demandereses ne les oblige pas à s'appuyer sur une disposition précise de la LFM.

<sup>39</sup> Voir tableau XII concernant les prétentions des demandereses en fonction des secteurs d'activités.



Viennent en deuxième lieu les demanderesses qui appuient leur demande sur les paragraphes 2 et 3. Le paragraphe 3, qui comprend les activités de défense des droits, arrive tout juste après.

Enfin, nous pouvons noter que les demandes fondées simultanément sur les trois paragraphes constituent une proportion négligeable des demandes d'exemption.

## Les motifs retenus

**[TABLEAU IV] Les motifs sur lesquels se fondent la CMQ lorsqu'elle accueille la demande**

	Fréquence	Pourcentage
Le motif de la décision n'est pas précisé	2	,6
La Commission fonde sa décision sur l'article 243.8(1)	5	1,4
La Commission fonde sa décision sur l'article 243.8(2)	114	31,8
La Commission fonde sa décision sur l'article 243.8(3)	136	38,0
La Commission fonde sa décision sur l'article 243.8(1) et (2)	11	3,1
La Commission fonde sa décision sur l'article 243.8(1) et (3)	1	,3
La Commission fonde sa décision sur l'article 243.8(2) et (3)	85	23,7
La Commission fonde sa décision sur l'article 243.8(1), (2) et (3)	4	1,1
Total	358	100,0

Contrairement aux prétentions des demanderesses qui ne sont pas toujours rapportées, la CMQ précise presque systématiquement la disposition en vertu de laquelle elle rend sa décision. Il semblerait même que les seules décisions où cette information n'est pas mentionnée constituent une anomalie qui est peut-être le fruit d'une erreur cléricale ou d'inattention de la part du décideur.

À l'instar des prétentions des demanderesses, le paragraphe 1 ne jouit pas d'une grande application. Il n'est invoqué, seul ou avec d'autres, comme fondement de l'exemption par la CMQ que dans un nombre très restreint de décisions.

Le paragraphe 2 constitue le second motif le plus fréquemment invoqué par la CMQ pour accueillir la demande. Un peu moins du tiers des exemptions accordées le sont en vertu de ce paragraphe. Il est intéressant de souligner que ces chiffres diffèrent de ceux qui concernent les prétentions invoquées à l'appui de la demande, puisque que le paragraphe 2 était le plus populaire. Il y a donc plus de demandes fondées sur ce paragraphe qu'il n'y a d'exemptions octroyées.

Le paragraphe 3 est celui en vertu duquel la CMQ accorde le plus grand nombre d'exemptions. Plus d'un tiers d'entre elles sont fondées sur ce paragraphe. Contrairement à ce qui se produit avec le paragraphe 2, le paragraphe 3 est plus souvent invoqué comme fondement d'une exemption qu'il ne l'est à l'appui d'une demande. Pour les demandes et octrois d'exemptions en vertu de plusieurs paragraphes simultanément, nous pouvons observer une certaine symétrie entre les prétentions des demanderessees et les motifs justifiant l'octroi de l'exemption. Notons que la combinaison des paragraphes 2 et 3 constitue le troisième motif le plus souvent invoqué par la CMQ pour justifier l'exemption.

## Les motifs de rejet

[TABLEAU V] Les motifs de rejet de la demande

	Fréquence	Pourcentage
Le fondement du rejet n'est pas précisé	57	27,9
Les activités ne sont pas admissibles en vertu de l'article 243.8(1)	2	1,0
Les activités ne sont pas admissibles en vertu de l'article 243.8(2)	74	36,3
Les activités ne sont pas admissibles en vertu de l'article 243.8(3)	8	3,9
Les activités ne sont pas admissibles en vertu de l'article 243.8(1) et (2)	3	1,5
Les activités ne sont pas admissibles en vertu de l'article 243.8(1) et (3)	8	3,9
Les activités ne sont pas admissibles en vertu de l'article 243.8(1), (2) et (3)	1	,5
Les activités constituent une utilisation secondaire	30	14,7
Les activités exercées sont d'ordre administratif	15	7,4
Les activités exercées constituent principalement de l'hébergement	6	2,9
Total	204	100,0

La plupart des demandes sont rejetées parce que les activités exercées ne sont pas admissibles. Ce qui signifie qu'elles ne répondent pas aux critères de l'article 243.8 LFM. Il n'a malheureusement pas été possible de connaître le fondement du rejet dans environ un quart des cas. Plus du tiers des rejets sont basés sur le fait que les activités exercées ne sont pas admissibles en vertu du paragraphe 2. Il s'agit du motif de rejet le plus fréquent.

Le second motif le plus souvent invoqué par la CMQ pour motiver son refus est que les activités admissibles, constituent une utilisation secondaire de l'immeuble visé par la demande.

En ce qui a trait aux autres motifs de rejet, il serait tentant de conclure qu'ils sont marginaux et ne s'appliquent que dans le cas de demandes particulières. Nous verrons toutefois qu'ils se répartissent de façon spécifique dans des secteurs d'activités précis<sup>40</sup>. Nous traiterons de ces distinctions dans la quatrième partie (IV).

## La superficie de l'exemption

**[TABLEAU VI] La superficie de l'exemption**

	Fréquence	Pourcentage
La demande est rejetée et il n'y aucune exemption	214	37,4
L'exemption de taxe est partielle	278	48,6
L'exemption de taxe est totale	80	14,0
Total	572	100,0

À la lecture des résultats bruts concernant le rejet d'une demande d'exemption, nous serions tentés de conclure simplement que la majorité des demanderesse obtiennent gain de cause. Cela reste vrai, mais nécessite néanmoins quelques nuances. En effet, il faut préciser que les demanderesse qui se voient totalement exemptées de taxes foncières pour l'immeuble qu'elles occupent constituent une faible minorité. Ainsi, la plupart des exemptions accordées sont partielles et ne concernent qu'une partie seulement de l'immeuble visé par la demande.

## Les corrélations observables

Comme nous l'avons déjà expliqué, les corrélations suivantes ont été effectuées après la compilation finale des résultats. Elles visaient à vérifier certaines hypothèses que nous avons émises. Nous allons constater qu'elles ne se sont pas toutes validées.

<sup>40</sup> Voir ci-dessous partie III. E.

## Les commissaires et l'octroi d'une exemption

**[TABLEAU VII] Corrélation entre le commissaire rendant la décision et la superficie de l'exemption**

	Superficie			Total
	La demande est rejetée et il n'y aucune exemption	L'exemption de taxe est partielle	L'exemption de taxe est totale	
Commissaire Jacques Brisebois	15 46,9%	15 46,9%	2 6,3%	32 100,0%
Commissaire Nicole Trudeau	5 23,8%	11 52,4%	5 23,8%	21 100,0%
Commissaire Marie Auger	17 53,1%	11 34,4%	4 12,5%	32 100,0%
Commissaire François P. Gendron	11 45,8%	9 37,5%	4 16,7%	24 100,0%
Commissaire Pierre D. Girard	6 21,4%	12 42,9%	10 35,7%	28 100,0%
Commissaire Nancy Lavoie	15 46,9%	9 28,1%	8 25,0%	32 100,0%
Commissaire Marcel Martel	11 52,4%	7 33,3%	3 14,3%	21 100,0%
Commissaire Jocelyne Ouellette	1 8,3%	10 83,3%	1 8,3%	12 100,0%
Commissaire Robert Pagé	16 34,8%	22 47,8%	8 17,4%	46 100,0%
Commissaire Louise Paiement	23 18,4%	99 79,2%	3 2,4%	125 100,0%
Commissaire Normand Poulin	8 61,5%	2 15,4%	3 23,1%	13 100,0%
Commissaire Matthias Rioux	0 0,0%	2 100,0%	0 0,0%	2 100,0%
Commissaire Céline Signori	11 36,7%	12 40,0%	7 23,3%	30 100,0%
Commissaire Gilbert Fillion	20 57,1%	10 28,6%	5 14,3%	35 100,0%
Commissaire Michel Hamelin	23 40,4%	24 42,1%	10 17,5%	57 100,0%
Commissaire Jean Lajoie	26 57,8%	16 35,6%	3 6,7%	45 100,0%
Commissaire Pierre Lorrain	5 31,3%	7 43,8%	4 25,0%	16 100,0%
Commissaire Roland Dion	1 100,0%	0 0,0%	0 0,0%	1 100,0%
Total	214 37,4%	278 48,6%	80 14,0%	572 100,0%

Un des grands problèmes que soulève la réforme de la CMQ en cours est notamment le transfert des pouvoirs décisionnels d'un tribunal quasi-judiciaire vers un centre de décision relevant de l'exécutif au niveau municipal. Comme le faisait remarquer le bâtonnier sortant, Me Denis Mondor, « [t]out est donc en place pour la production systématique de décisions arbitraires, en matière d'exemption de taxes foncières<sup>41</sup>. »

Comme nous pouvons le voir au travers cette recherche, une certaine cohérence existe dans les décisions de la CMQ. Cette cohérence assure une certaine prévisibilité pour les demanderessees qui doivent prendre la décision d'entamer ou non les procédures nécessaires à la présentation d'une demande d'exemption. Néanmoins, il existe actuellement certaines fluctuations en fonction du décideur qui rend la décision. Par exemple, si, dans le tableau ci-dessus, nous comparons les commissaires Jacques Brisebois, Marie Auger et Nancy Lavoie qui ont rendu un nombre équivalent de décisions, nous constatons de légères variations.

Pourtant, ces décideurs sont pour la plupart avocats spécialistes de ces questions. Leurs décisions sont motivées et apparaissent, dans une large mesure, s'harmoniser dans un corps jurisprudentiel relativement cohérent. Si de telles fluctuations existent à l'intérieur même d'un tribunal spécialisé, il serait pour le moins surprenant que l'abolition de la CMQ soit de nature à améliorer la situation. Il importe de rappeler que toute législation doit tenter d'atteindre certains objectifs: l'équité, la prévisibilité des actes et l'opportunité donnée aux personnes d'ajuster leur comportement en fonction de règles claires. Or, il semble peu probable que le changement prévu favorise ces objectifs.

#### La position de la municipalité et l'octroi d'une exemption

**[TABLEAU VIII] La position de la municipalité et l'octroi d'une exemption**

	Superficie			Total
	La demande est rejetée et il n'y aucune exemption	L'exemption de taxe est partielle	L'exemption de taxe est totale	
Il n'est pas mentionné si la ville s'oppose à la demande	48 39,0%	56 45,5%	19 15,4%	123 100,0%
La ville ne s'oppose pas à la demande	117 42,1%	118 42,4%	43 15,5%	278 100,0%
La ville s'oppose à la demande	49 28,7%	104 60,8%	18 10,5%	171 100,0%
Total	214 37,4%	278 48,6%	80 14,0%	572 100,0%

Comme nous l'avons mentionné, la LFM prévoit que la CMQ doit consulter la municipalité dans laquelle se trouve l'immeuble en cause afin qu'elle ait l'opportunité de s'exprimer sur la demande d'exemption. Nous avons donc pensé qu'il était pertinent de connaître l'effet que pouvait avoir la position de la municipalité sur la décision de la CMQ.

<sup>41</sup> Voir Lettre du Barreau, *supra* note 19.

Le tableau nous indique que lorsque la position de la municipalité n'est pas mentionnée, la demanderesse se voit refuser l'exemption dans un peu moins de la majorité des cas. Elle obtient une exemption partielle dans la même proportion et une exemption totale dans un nombre plus restreint de décisions. La situation est sensiblement la même lorsque la municipalité ne s'oppose pas à la demande. On constate toutefois une légère différence lorsque la municipalité s'oppose à la demande. Dans ce cas, la proportion des demandereses qui obtiennent une exemption totale n'atteint pas le tiers des demandes, mais la proportion des exemptions partielles est plus élevée que dans les cas précédents. En somme, nous ne pouvons pas observer de corrélation réellement significative entre la position de la municipalité et l'octroi d'une exemption.

**Corrélation entre une prétention de la demanderesse sous le paragraphe 2 et l'octroi par la CMQ de l'exemption en vertu du paragraphe 3**

**[TABLEAU IX] Corrélation entre une prétention de la demanderesse en vertu de l'article 243.8(2) et un octroi par la CMQ en vertu de l'article 243.8(3)**

		Motifs	
		La Commission fonde sa décision sur l'article 243.8(2)	La Commission fonde sa décision sur l'article 243.8(3)
Prétentions	La demanderesse fonde sa demande sur l'article 243.8(2)	62 78,5%	11 13,9%
	La demanderesse fonde sa demande sur l'article 243.8(3)	4 5,3%	63 84,0%

De prime abord, nous avons émis l'hypothèse qu'il y avait une relation inversement proportionnelle entre le nombre de demandes fondées sur le paragraphe 2 et le nombre d'exemptions accordées en vertu du paragraphe 3 et vice versa. Nous avons donc cherché à savoir s'il existait une relation directe entre ces deux phénomènes. À la lumière de nos observations, une telle relation n'existe pas.

En effet, lorsque la demanderesse fonde ses prétentions sur le paragraphe 2, elle n'obtient l'exemption en vertu du paragraphe 3 que dans un nombre restreint de cas. Inversement, une grande proportion des exemptions accordées en vertu du paragraphe 3 ne correspond pas à des demandes fondées sur le paragraphe 2. Il faudrait peut-être conclure que ce sont les demandes dans lesquelles les prétentions de la demanderesse ne sont pas précisées qui viennent gonfler les exemptions accordées sous le paragraphe 3 en donnant l'impression d'une relation directe.

## CHAPITRE III : LES VARIATIONS OBSERVABLES SUIVANT LES SECTEURS D'ACTIVITÉS

### La position de la municipalité

**[TABLEAU X] Position de la municipalité en fonction des secteurs d'activités**

	Opposition			Total
	Il n'est pas mentionné si la ville s'oppose à la demande	La ville ne s'oppose pas à la demande	La ville s'oppose à la demande	
Hébergement touristique	23 23,2%	49 49,5%	27 27,3%	99 100,0%
Centres, clubs et comités de loisirs	36 23,4%	103 66,9%	15 9,7%	154 100,0%
Scouts	7 36,8%	12 63,2%	0 ,0%	19 100,0%
Clubs de l'âge d'or et de la FADOQ	11 36,7%	17 56,7%	2 6,7%	30 100,0%
Maisons de jeunes	14 24,6%	43 75,4%	0 ,0%	57 100,0%
Clubs et associations sportives	4 11,4%	23 65,7%	8 22,9%	35 100,0%
Festivals et attractions	5 14,7%	13 38,2%	16 47,1%	34 100,0%
URLS	7 87,5%	1 12,5%	0 ,0%	8 100,0%
Organismes nationaux de loisir	7 11,5%	4 6,6%	50 82,0%	61 100,0%
Organismes nationaux de sport	3 5,1%	4 6,8%	52 88,1%	59 100,0%
Offices et corporations touristiques	6 37,5%	9 56,3%	1 6,3%	16 100,0%
Total	123 21,5%	278 48,6%	171 29,9%	572 100,0%

Cette première répartition des résultats nous permet de constater que pour certaines catégories de demanderesse, la municipalité ne s'oppose généralement pas à la demande d'exemption. C'est notamment le cas des centres, clubs et comités de loisirs, des scouts, des clubs et associations sportives et, surtout, des maisons de jeunes. D'autres catégories semblent, au contraire, voir leur demande contestée de façon quasi systématique par la municipalité. Les pourcentages concernant les organismes nationaux sont particulièrement éloquentes. L'opposition est aussi relativement importante pour la catégorie des festivals et attractions ainsi que pour celle de l'hébergement touristique.

Concernant la catégorie des URLS, la position de la municipalité n'est généralement pas connue, tandis que pour les clubs et associations sportives, les festivals et attractions ainsi que les organismes nationaux, la municipalité n'hésite pas à faire connaître son point de vue

## L'historique des exemptions

[TABLEAU XI) L'historique des exemptions en fonction des secteurs d'activités

	Historique				Total
	La demanderesse avait l'exemption et l'a conservée	La demanderesse avait l'exemption et l'a perdue	La demanderesse n'avait pas l'exemption et l'a obtenue	La demanderesse n'avait pas l'exemption et ne l'a pas obtenue	
Hébergement touristique	49 49,5%	13 13,1%	24 24,2%	13 13,1%	99 100,0%
Centres, clubs et comités de loisirs	30 19,5%	60 39,0%	28 18,2%	36 23,4%	154 100,0%
Scouts	9 47,4%	0 ,0%	8 42,1%	2 10,5%	19 100,0%
Clubs de l'âge d'or et de la FADOQ	4 13,3%	13 43,3%	10 33,3%	3 10,0%	30 100,0%
Maisons de jeunes	42 73,7%	0 ,0%	15 26,3%	0 ,0%	57 100,0%
Clubs et associations sportives	6 17,1%	15 42,9%	6 17,1%	8 22,9%	35 100,0%
Festivals et attractions	12 35,3%	7 20,6%	9 26,5%	6 17,6%	34 100,0%
URLS	0 ,0%	2 25,0%	5 62,5%	1 12,5%	8 100,0%
Organismes nationaux de loisir	2 3,3%	1 1,6%	42 68,9%	16 26,2%	61 100,0%
Organismes nationaux de sport	0 ,0%	0 ,0%	49 83,1%	10 16,9%	59 100,0%
Offices et corporations touristiques	3 18,8%	4 25,0%	0 ,0%	9 56,3%	16 100,0%
Total	157 27,4%	115 20,1%	196 34,3%	104 18,2%	572 100,0%

L'historique des exemptions en fonction des secteurs d'activités démontre que l'impact des modifications législatives de 2000 n'a pas été le même pour toutes les catégories de demanderesse. Pour certaines d'entre elles, les changements ont été profitables. Soulignons le cas des organismes nationaux de sport qui n'avaient pas d'exemptions et qui les ont obtenues dans presque tous les cas. L'impact des modifications a également été fort bénéfique pour les organismes nationaux de loisirs, pour les URLS ainsi que, dans une moindre mesure, pour les scouts.



Cependant les changements législatifs n'ont pas eu que des effets positifs. Pour certaines catégories, ils ont eu des conséquences désastreuses. On constate que pour les clubs de l'âge d'or et ceux membre de la FADOQ ainsi que pour les clubs et associations sportives, l'impact négatif fut le plus grand. En effet, un peu moins de la moitié des demanderesse de ces catégories avait l'exemption et l'a perdue. La situation est sensiblement la même pour les centres, clubs et comités de loisirs.

## Les prétentions des demanderesse

[TABLEAU XII] Les prétentions des demanderesse en fonction des secteurs d'activités

	Prétentions								Total
	Les prétentions de la demanderesse ne sont pas rapportées	La demanderesse fonde sa demande sur l'article 243.8(1)	La demanderesse fonde sa demande sur l'article 243.8(2)	La demanderesse fonde sa demande sur l'article 243.8(3)	La demanderesse fonde sa demande sur l'article 243.8(1) et (2)	La demanderesse fonde sa demande sur l'article 243.8(1) et (3)	La demanderesse fonde sa demande sur l'article 243.8(2) et (3)	La demanderesse fonde sa demande sur l'article 243.8(1), (2) et (3)	
Hébergement touristique	34 34,3%	0 0,0%	29 29,3%	19 19,2%	0 0,0%	0 0,0%	14 14,1%	3 3,0%	99 100,0%
Centres, clubs et comités de loisirs	84 54,5%	0 0,0%	47 30,5%	10 6,5%	2 1,3%	0 0,0%	8 5,2%	3 1,9%	154 100,0%
Scouts	3 15,8%	0 0,0%	15 78,9%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	1 5,3%	0 0,0%	19 100,0%
Clubs de l'âge d'or et de la FADOQ	5 16,7%	0 0,0%	16 53,3%	0 0,0%	0 0,0%	1 3,3%	6 20,0%	2 6,7%	30 100,0%
Maisons de jeunes	20 35,1%	0 0,0%	1 1,8%	20 35,1%	0 0,0%	0 0,0%	14 24,6%	2 3,5%	57 100,0%
Clubs et associations sportives	1 2,9%	0 0,0%	29 82,9%	1 2,9%	3 8,6%	0 0,0%	1 2,9%	0 0,0%	35 100,0%
Festivals et attractions	3 8,8%	10 29,4%	4 11,8%	3 8,8%	10 29,4%	0 0,0%	2 5,9%	2 5,9%	34 100,0%
URLS	3 37,5%	0 0,0%	0 0,0%	5 62,5%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	8 100,0%
Organismes nationaux de loisir	6 9,8%	0 0,0%	17 27,9%	21 34,4%	8 13,1%	0 0,0%	9 14,8%	0 0,0%	61 100,0%
Organismes nationaux de sport	12 20,3%	0 0,0%	3 5,1%	7 11,9%	0 0,0%	0 0,0%	37 62,7%	0 0,0%	59 100,0%
Offices et corporations touristiques	5 31,3%	0 0,0%	7 43,8%	0 0,0%	3 18,8%	0 0,0%	0 0,0%	1 6,3%	16 100,0%
Total	176 30,8%	10 1,7%	168 29,4%	86 15,0%	26 4,5%	1 0,2%	92 16,1%	13 2,3%	572 100,0%

Ce qui ressort tout d'abord de ce tableau est que le silence des demanderesse, quant aux fondements juridiques de leurs prétentions, n'est pas un phénomène également réparti dans tous les secteurs d'activités. En effet, il semble que les organismes d'hébergement touristique, les centres, clubs et comités de loisirs, les maisons de jeunes et les offices et corporations touristiques soient plus réticents à invoquer des dispositions précises pour appuyer leur demande d'exemption.

Nous pouvons ensuite observer que le paragraphe 1, invoqué seul ou avec le paragraphe 2, sert de fondement juridique exclusivement pour la catégorie des festivals et attractions. Il est curieux qu'il ne soit pas invoqué de façon systématique par ce type d'organisme demandeur puisqu'il semble rejoindre naturellement leurs activités.

Le paragraphe 2 est invoqué par toutes les catégories de demanderesse. Sa popularité se confirme donc pour tous les secteurs d'activités. Il semble toutefois plus prisé par certaines catégories spécifiques notamment les scouts et les associations sportives qui l'invoquent dans une grande majorité des cas. Plus de la moitié des clubs de l'âge d'or et de la FADOQ en font également le fondement de leur demande.

Le paragraphe 3 constitue le fondement de plus de la majorité des demandes présentées par les URLS. Il est également populaire auprès des maisons de jeunes et des organismes nationaux de loisir qui l'invoquent dans environ un tiers des cas. Il est surprenant de constater que le paragraphe 3 n'est jamais invoqué par les clubs de l'âge d'or et de la FADOQ qui lui préfèrent nettement le paragraphe 2.

Enfin, les organismes qui invoquent simultanément plusieurs paragraphes comprenant le paragraphe 1 sont relativement peu nombreux, si on exclut les festivals et attractions. Nous pouvons croire que c'est l'effet du peu d'intérêt que présente le paragraphe 1. La combinaison des paragraphes 2 et 3 est plus populaire, notamment auprès des organismes nationaux de sport qui l'invoquent dans plus de la majorité des cas.

## Les motifs retenus

[TABLEAU XIII] Les motifs de la CMQ en fonction des secteurs d'activités

	Motifs								Total
	Le motif de la décision n'est pas précisé	La Commission fonde sa décision sur l'article 243. 8(1)	La Commission fonde sa décision sur l'article 243. 8(2)	La Commission fonde sa décision sur l'article 243. 8(3)	La Commission fonde sa décision sur l'article 243. 8(1) et (2)	La Commission fonde sa décision sur l'article 243. 8(1) et (3)	La Commission fonde sa décision sur l'article 243. 8(2) et (3)	La Commission fonde sa décision sur l'article 243. 8(1), (2) et (3)	
Hébergement touristique	0 ,0%	0 ,0%	32 41,6%	31 40,3%	1 1,3%	0 ,0%	13 16,9%	0 ,0%	77 100,0%
Centres, clubs et comités de loisirs	0 ,0%	1 1,7%	28 47,5%	17 28,8%	1 1,7%	0 ,0%	10 16,9%	2 3,4%	59 100,0%
Scouts	0 ,0%	0 ,0%	8 47,1%	9 52,9%	0 ,0%	0 ,0%	0 ,0%	0 ,0%	17 100,0%
Clubs de l'âge d'or et de la FADOQ	0 ,0%	0 ,0%	2 14,3%	4 28,6%	0 ,0%	1 7,1%	6 42,9%	1 7,1%	14 100,0%
Maisons de jeunes	0 ,0%	0 ,0%	0 ,0%	42 73,7%	0 ,0%	0 ,0%	15 26,3%	0 ,0%	57 100,0%
Clubs et associations sportives	0 ,0%	0 ,0%	9 75,0%	2 16,7%	1 8,3%	0 ,0%	0 ,0%	0 ,0%	12 100,0%
Festivals et attractions	1 4,8%	4 19,0%	5 23,8%	3 14,3%	7 33,3%	0 ,0%	0 ,0%	1 4,8%	21 100,0%
URLS	0 ,0%	0 ,0%	0 ,0%	5 100,0%	0 ,0%	0 ,0%	0 ,0%	0 ,0%	5 100,0%
Organismes nationaux de loisir	0 ,0%	0 ,0%	22 50,0%	17 38,6%	0 ,0%	0 ,0%	5 11,4%	0 ,0%	44 100,0%
Organismes nationaux de sport	1 2,0%	0 ,0%	6 12,2%	6 12,2%	0 ,0%	0 ,0%	36 73,5%	0 ,0%	49 100,0%
Offices et corporations touristiques	0 ,0%	0 ,0%	2 66,7%	0 ,0%	1 33,3%	0 ,0%	0 ,0%	0 ,0%	3 100,0%
Total	2 ,6%	5 1,4%	114 31,8%	136 38,0%	11 3,1%	1 ,3%	85 23,7%	4 1,1%	358 100,0%

Comme prévu on constate que c'est presque qu'exclusivement les organismes de la catégorie des festivals et attractions qui se voient accorder une exemption en vertu du paragraphe 1. Autrement, seule une exemption dans le domaine des centres, clubs et comités de loisirs a été accordée exclusivement en vertu de ce paragraphe<sup>42</sup>. Notons également que l'octroi d'exemptions en vertu du paragraphe 1 simultanément avec d'autres paragraphes est très rare. Nous ne pouvons l'observer que dans cinq cas, pour les clubs de l'âge d'or (par. 1 et 3 et par. 1, 2 et 3) ainsi que pour les centres, clubs et comités de loisirs et les festivals et attractions (par. 1, 2 et 3).

42 Les ateliers de loisirs culturels de Senneterre et Ville de Senneterre, [2002] C.M.Q. 56905 (8886-02).

Le paragraphe 2 constitue le fondement de l'exemption pour la grande majorité des clubs et associations sportives. Il justifie également plus de la majorité des exemptions accordées aux offices et corporations touristiques. La CMQ l'invoque aussi comme fondement de sa décision dans près de la moitié des demandes présentées par les centres, clubs et comités de loisirs ainsi que par les organismes nationaux de loisirs. Il convient de souligner que les demanderesse de cette dernière catégorie invoquaient davantage le paragraphe 3 que le paragraphe 2 au soutien de leur demande. Il est également intéressant de constater que le paragraphe 2, bien qu'invoqué par plus de la moitié des clubs de l'âge d'or et de la FADOQ ne constitue le fondement de l'exemption que pour une faible minorité des demanderesse de cette catégorie.

Les catégories de l'hébergement touristique et des scouts se voient accorder l'exemption en vertu du paragraphe 2 ou du paragraphe 3 dans une proportion semblable, bien que les scouts invoquaient davantage le paragraphe 2.

Le paragraphe 3 constitue le fondement de toutes les exemptions accordées aux URLS. Il justifie également l'approbation de la demande dans la grande majorité des décisions concernant les maisons de jeunes. Il importe de noter que le paragraphe 3 constitue le fondement d'un peu plus du quart des exemptions accordées aux clubs de l'âge d'or et de la FADOQ alors qu'aucune de ces demanderesse ne l'avait invoqué au soutien de sa demande.

Finalement, la combinaison des paragraphes 2 et 3 motive l'octroi de l'exemption pour la grande majorité des organismes nationaux de sports. Elle justifie également un peu moins de la moitié des exemptions accordées aux clubs de l'âge d'or et de la FADOQ.

## Les motifs de rejet

[TABLEAU XIV] Les motifs de rejet en fonction des secteurs d'activités

	Motifs de rejet										Total
	Le fondement du rejet n'est pas précisé	Les activités ne sont pas admissibles en vertu de l'article 243.8(1)	Les activités ne sont pas admissibles en vertu de l'article 243.8(2)	Les activités ne sont pas admissibles en vertu de l'article 243.8(3)	Les activités ne sont pas admissibles en vertu de l'article 243.8(1) et (2)	Les activités ne sont pas admissibles en vertu de l'article 243.8(2) et (3)	Les activités ne sont pas admissibles en vertu de l'article 243.8(1), (2) et (3)	Les activités constituent une utilisation secondaire	Les activités exercées sont d'ordre administratif	Les activités exercées sont principalement de l'hébergement	
Hébergement touristique	2 9,1%	0 0,0%	6 27,3%	5 22,7%	0 0,0%	2 9,1%	0 0,0%	1 4,5%	0 0,0%	6 27,3%	22 100,0%
Centres, clubs et comités de loisirs	43 46,7%	0 0,0%	28 30,4%	2 2,2%	0 0,0%	1 1,1%	0 0,0%	18 19,6%	0 0,0%	0 0,0%	92 100,0%
Scouts	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	1 100,0%	0 0,0%	0 0,0%	1 100,0%
Clubs de l'âge d'or et de la FADOQ	4 25,0%	0 0,0%	10 62,5%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	1 6,3%	1 6,3%	0 0,0%	0 0,0%	16 100,0%
Clubs et associations sportives	1 4,3%	0 0,0%	17 73,9%	0 0,0%	1 4,3%	0 0,0%	0 0,0%	4 17,4%	0 0,0%	0 0,0%	23 100,0%
Festivals et attractions	2 15,4%	2 15,4%	1 7,7%	1 7,7%	1 7,7%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	6 46,2%	0 0,0%	13 100,0%
URLS	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	3 100,0%	0 0,0%	3 100,0%
Organismes nationaux de loisir	0 0,0%	0 0,0%	7 41,2%	0 0,0%	1 5,9%	4 23,5%	0 0,0%	1 5,9%	4 23,5%	0 0,0%	17 100,0%
Organismes nationaux de sport	1 20,0%	0 0,0%	1 20,0%	0 0,0%	0 0,0%	1 20,0%	0 0,0%	0 0,0%	2 40,0%	0 0,0%	5 100,0%
Offices et corporations touristiques	4 33,3%	0 0,0%	4 33,3%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	0 0,0%	4 33,3%	0 0,0%	0 0,0%	12 100,0%
Total	57 27,9%	2 1,0%	74 36,3%	8 3,9%	3 1,5%	8 3,9%	1 0,5%	30 14,7%	15 7,4%	6 2,9%	204 100,0%

Comme nous l'avons déjà constaté, le motif de rejet le plus fréquent est que les activités exercées ne sont pas admissibles sous l'un ou plusieurs des paragraphes de l'article 243.8 LFM. Certaines catégories présentent cependant des particularités intéressantes. Ainsi l'on constate que la grande majorité des rejets subis par les clubs et associations sportives sont basés sur le paragraphe 2. La situation est semblable pour les clubs de l'âge d'or et de la FADOQ.

En ce qui concerne les autres motifs de rejet énoncés par la CMQ, ces derniers se répartissent de façon particulière entre les différentes catégories. On remarque tout d'abord que les organismes de la catégorie de l'hébergement touristique sont les seuls à se voir refuser l'exemption sous le motif que les activités exercées sont principalement de l'hébergement. Les scouts, les offices et corporations touristiques et, dans une moindre mesure, les centres, clubs et comités de loisirs ainsi que les clubs et associations sportives se font opposer que les activités admissibles exercées constituent une utilisation secondaire de l'immeuble dans des proportions variables. Finalement, la CMQ conclut que les activités exercées sont d'ordre administratif pour justifier tous les refus concernant les URLS. Ce motif sert également de fondement pour un peu moins de la moitié des rejets des demandes présentées par les organismes de la catégorie des festivals et attractions ainsi que pour ceux de la catégorie des organismes nationaux de sports. Il est aussi invoqué par la CMQ pour rejeter environ un quart des demandes provenant des organismes nationaux de loisirs.

### La superficie de l'exemption

[TABLEAU XV] La superficie de l'exemption en fonction des secteurs d'activités

	Superficie			Total
	La demande est rejetée et il n'y a aucune exemption	L'exemption de taxe est partielle	L'exemption de taxe est totale	
Hébergement touristique	22 22,2%	56 56,6%	21 21,2%	99 100,0%
Centres, clubs et comités de loisirs	95 61,7%	33 21,4%	26 16,9%	154 100,0%
Scouts	2 10,5%	16 84,2%	1 5,3%	19 100,0%
Clubs de l'âge d'or et de la FADOQ	16 53,3%	10 33,3%	4 13,3%	30 100,0%
Maisons de jeunes	0 0,0%	46 80,7%	11 19,3%	57 100,0%
Clubs et associations sportives	23 65,7%	6 17,1%	6 17,1%	35 100,0%
Festivals et attractions	13 38,2%	19 55,9%	2 5,9%	34 100,0%
URLS	3 37,5%	4 50,0%	1 12,5%	8 100,0%
Organismes nationaux de loisir	17 27,9%	41 67,2%	3 4,9%	61 100,0%
Organismes nationaux de sport	10 16,9%	47 79,7%	2 3,4%	59 100,0%
Offices et corporations touristiques	13 81,3%	0 0,0%	3 18,8%	16 100,0%
Total	214 37,4%	278 48,6%	80 14,0%	572 100,0%

La première conclusion qu'il est possible de tirer de ce tableau est que les demandes d'exemption des offices et corporations touristiques sont, dans une grande majorité de cas, rejetées. Toutefois, et contrairement à tous les autres secteurs d'activités, toutes les demandes accueillies le sont pour la totalité de la superficie de l'immeuble. En ce sens, les offices et corporations touristiques constituent une catégorie à part.

D'autre part, les centres, clubs et comités de loisirs, les clubs de l'âge d'or et de la FADOQ et les clubs et associations sportives se voient refuser l'exemption dans la majorité des cas. Seules les demandes des maisons de jeunes sont unanimement accueillies. Pour leur part, l'hébergement touristique, les scouts, les festivals et attractions ainsi que les organismes de regroupement voient leurs demandes rejetées dans une minorité de cas.

À l'instar des tendances générales observées, les exemptions partielles sont légion. Ainsi, elles constituent la grande majorité des exemptions pour les scouts, les maisons de jeunes ainsi que pour les organismes nationaux. Elles constituent également la majorité des exemptions dans les domaines de l'hébergement touristique et des festivals et attractions. Il est enfin intéressant de noter que, sauf pour le cas des offices et corporations touristiques, aucune catégorie n'obtient davantage d'exemptions totales que partielles.

## La question de l'hébergement

L'article 243.7 LFM indique que seul un immeuble dont l'utilisation remplit les conditions prévues à l'article 243.8 LFM peut être visé par une reconnaissance. Toutefois, il ne peut l'être si cette utilisation consiste dans l'hébergement autre que transitoire ou l'entreposage.

Il faut donc que l'immeuble remplisse les conditions de la reconnaissance énoncées à l'article 243.8 LFM. L'utilisateur doit donc, dans un but non lucratif, exercer une ou plusieurs des activités admissibles de façon à ce que cet exercice constitue l'utilisation principale de l'immeuble. Ces activités comprennent les activités liées au domaine artistique, les activités d'ordre informatif ou pédagogiques ainsi que les activités de défense des droits. Malgré ce que peut laisser croire le second alinéa de l'article 243.7 LFM, même si la demanderesse fait de l'hébergement transitoire, elle doit tout de même remplir les conditions de la reconnaissance énoncées à l'article 243.8 LFM. Si elle n'exerce aucune des activités admissibles qui y sont décrites, ou que cet exercice ne constitue pas l'utilisation principale de l'immeuble, elle n'obtiendra pas l'exemption.

Si la CMQ conclut que la demanderesse rencontre les conditions de la reconnaissance énoncées à l'article 243.8 LFM mais qu'en plus, elle fait de l'hébergement, alors la CMQ se demandera s'il s'agit d'hébergement transitoire ou d'entreposage. En fait l'exception de l'exception ne s'applique que si les exigences de base sont rencontrées. Ainsi plusieurs demandereses qui font de l'hébergement transitoire se sont vues refuser l'exemption parce la CMQ concluait que l'activité principale exercée était l'hébergement, ce qui ne constitue pas une activité admissible en vertu de l'article 243.8 LFM.

Par exemple, dans la décision *Auberges de jeunesse du St-Laurent inc. et Ville de Mont-Tremblant*<sup>43</sup>, la demanderesse exerce des activités d'hébergement dans le but de rendre accessible le tourisme à des secteurs moins favorisés de la population. La preuve démontre que l'hébergement constitue l'utilisation principale de l'immeuble. La CMQ conclut que les conditions de la reconnaissance énoncées à l'article 243.8 ne sont pas rencontrées et elle

---

43 *Auberges de jeunesse du St-Laurent inc. c. Ville de Mont-Tremblant*, CMQ-60525 (12393-04) (17 mai 2004) (Demande d'exemption refusée par le commissaire Jacques Brisebois).

refuse l'exemption. Aussi, dans la décision *Auberge de la paix Québec inc. et Ville de Québec*<sup>44</sup> la CMQ conclut que l'activité principale de la demanderesse dans son immeuble est d'offrir l'hébergement à des voyageurs. Elle souligne que l'article 243.7 stipule que l'hébergement transitoire peut permettre la reconnaissance par la Commission, mais seulement lorsque l'utilisation de l'immeuble remplit les conditions prévues à l'article 243.8 LFM. Dans la décision *Agitour Inc. et Ville de Sept-Îles*<sup>45</sup>, la CMQ mentionne que du fait que l'activité exercée n'est pas admissible puisqu'il s'agit d'hébergement, elle ne poussera pas plus loin son analyse.

Cependant le second alinéa de l'article 243.7 LFM trouve application dans certaines décisions où l'exemption est accordée. Ainsi dans la décision *Loisirs de jeunesse Inc. et Ville de Rimouski*<sup>46</sup>, la CMQ conclut que :

La demanderesse aide les jeunes à s'intégrer de façon positive dans la société en soutenant leurs efforts pour accéder davantage à l'autonomie. « Loisirs de jeunesse (Rimouski) inc. » héberge de façon provisoire des jeunes, tout en leur offrant un suivi psychosocial et en leur apportant un soutien communautaire. Elle est pour le jeune un soutien au quotidien en lien avec les objectifs que le jeune se donne : écoute, information, référence, éducation et intervention en situation de crise.

L'utilisation de l'immeuble rencontre les exigences du premier alinéa de l'article 243.8 et du sous-paragraphe c du paragraphe 3° du deuxième alinéa de cet article.

Aussi, dans la décision *Fondation des auberges du cœur du Québec et Ville de Montréal*<sup>47</sup>, la CMQ parvient à la conclusion suivante:

Les activités sont exercées dans un but non lucratif pour venir en aide à des jeunes en difficultés et pour prévenir qu'ils ne le deviennent. L'hébergement est transitoire, et l'article 243.11, deuxième alinéa, trouve application dans la présente affaire, puisque la demanderesse soutient des intermédiaires, les auberges, qui agissent auprès des bénéficiaires.

L'utilisation de l'immeuble rencontre les exigences du premier alinéa de l'article 243.8 et du sous-paragraphe c) du paragraphe 3° du deuxième alinéa de cet article.

La CMQ invoque spécifiquement l'article 243.7 LFM dans la décision *Association YWCA de Québec et Ville de Québec*<sup>48</sup>. Elle y conclut que :

La preuve démontre que les résidentes aux troisième et quatrième étages sont des personnes en difficulté hébergées de façon transitoire conformément à l'article 243.7 et que la demanderesse leur offre des services-conseils et de l'assistance.

La situation est sensiblement la même dans la décision *Foyer St-Antoine de Longueuil Inc. et Ville de Longueuil*<sup>49</sup>, où la CMQ parvient à la conclusion suivante :

La demanderesse utilise l'immeuble principalement pour assister et venir en aide aux personnes handicapées physiques, notamment par l'administration d'un programme de répit et d'hébergement temporaire et transitoire. L'hébergement est transitoire conformément au deuxième alinéa de l'article 243.7 de la *Loi sur la fiscalité municipale*. Elle permet aux familles

---

44 *Auberge de la paix Québec inc. et Ville de Québec*, [2002] CMQ-58237 (9903-02) (22 novembre 2002) (Demande d'exemption refusée par la commissaire Marie Auger).

45 *Agitour Inc. et Ville de Sept-Îles*, [2002] CMQ-56800 (8993-02) (7 juillet 2002) (Demande d'exemption rejetée par la commissaire Marie Auger).

46 *Loisirs de jeunesse Inc. et Ville de Rimouski*, [2002] CMQ-56880 (10147-02) (20 décembre 2002) (Demande d'exemption acceptée par le commissaire Pagé).

47 *Fondation des auberges du cœur du Québec et Ville de Montréal*, [2002] CMQ-57475 (9601-02) (10 octobre 2002) (Demande d'exemption acceptée par le commissaire Hamelin).

48 *Association YWCA de Québec et Ville de Québec*, [2003] CMQ-57286 (10547-03) (22 octobre 2001) (Demande acceptée par le commissaire Hamelin).

49 *Foyer St-Antoine de Longueuil Inc. et Ville de Longueuil*, [2003] CMQ-58906 (11270-03) (30 juillet 2003) (Demande acceptée par la commissaire Trudeau).

de prendre un répit et ainsi éviter l'hébergement de longue durée à des personnes handicapées. Par l'intermédiaire de groupes communautaires, à qui elle loue des locaux et qu'elle assiste, elle fait aussi la promotion et la défense des droits des personnes handicapées. Ces objectifs constituent la cause principale et immédiate de l'activité exercée dans cette partie d'immeuble.

[20] L'analyse de la preuve démontre que les activités sont exercées dans un but non lucratif.

[21] L'utilisation des parties d'immeuble utilisées par la demanderesse rencontre les exigences du premier alinéa de l'article 243.8, des sous-paragraphes *a* et *c* du paragraphe 3° du deuxième alinéa de cet article, des articles 243.7 et 243.11.

Ces exemples démontrent bien que les conditions de base pour obtenir une exemption sont celles de l'article 243.8 LFM. Si l'utilisation principale de l'immeuble visé par la demande ne rencontre pas l'un des trois paragraphes de cet article, la demande sera rejetée et ce, même si la demanderesse fait de l'hébergement provisoire ou de l'entreposage tel que permis par l'article 243.7 LFM. C'est notamment le cas dans la décision *Auberge de jeunesse du St-Laurent et Ville de Montréal*<sup>50</sup> où la CMQ conclut que :

Pour la Commission, toutes les activités d'animation, de rencontres et de formation pour le voyage sont des activités d'ordre informatif et pédagogique, donc admissibles en vertu du paragraphe 2° du deuxième alinéa de l'article 243.8, cependant elles sont complémentaires à l'activité principale qui est l'hébergement.

Donc, bien que la demanderesse fasse de l'hébergement transitoire et qu'elle se qualifie partiellement sous le paragraphe 2, elle n'obtient pas l'exemption parce que la CMQ considère que l'activité principale exercée est l'hébergement et que cela ne constitue pas une activité admissible selon l'article 243.8 LFM. Il semblerait que pour la CMQ, cette situation diffère par exemple de l'affaire *Loisirs de jeunesse Inc. et Ville de Rimouski*<sup>51</sup> où la commission conclut que puisque l'activité principale exercée dans l'immeuble est admissible en vertu du paragraphe 3, l'exemption doit être accordée. Il faut toutefois noter que dans cette affaire, la CMQ considérait l'hébergement comme provisoire.

La plupart des demandes d'exemption des auberges jeunesse sont rejetées parce que l'activité principale exercée est de l'hébergement, ce qui ne constitue pas une activité admissible. Elles ont tenté de se qualifier sous le paragraphe 3 mais sans succès. Par contre, les camps de vacances obtiennent généralement l'exemption même s'ils font de l'hébergement parce que celui-ci est transitoire et qu'ils se qualifient sous le paragraphe 2.

On constate donc que les conditions des articles 243.7 et 243.8 LFM sont cumulatives. La CMQ l'a d'ailleurs clairement exprimé dans la décision *Agitour Inc. et Ville de Sept-Îles*<sup>52</sup>, où elle affirme que :

Il faut qu'il remplisse les conditions de l'article 243.8 et par la suite, il ne peut consister à de l'hébergement autre que transitoire.

Les demandereses qui font de l'hébergement provisoire ou de l'entreposage tel que permis par le second alinéa de l'article 243.7 LFM doivent s'assurer de se qualifier sous l'un des trois paragraphes de l'article 243.8 LFM à défaut de quoi elles n'obtiendront pas l'exemption.

50 *Auberge de jeunesse du St-Laurent et Ville de Montréal*, [2003] CMQ-58889 (11007-03) (5 juin 2003) (Demande d'exemption rejetée par la commissaire Louise Paiement).

51 *Loisirs de jeunesse Inc. et Ville de Rimouski*, supra note 46.

52 *Agitour Inc. et Ville de Sept-Îles*, [2002] CMQ-56800 (8993-02) (7 juillet 2002) (Demande d'exemption rejetée par la commissaire Marie Auger).

En somme, les changements prévus viennent introduire de grands doutes sur la procédure menant à l'exemption d'une taxe foncière pour les OSBL en vertu de la LFM. Alors que le système actuel permet une bonne capacité de prévisibilité aux organismes, la nouvelle approche rejette une grande expertise et un immense savoir-faire sous prétexte de moderniser une institution québécoise datant de la grande crise. La ministre responsable, Mme Nathalie Normandeau, soulignait en effet, en Commission parlementaire :

« Je vous rappelle que la Commission municipale est un tribunal administratif créé en 1932, dans le contexte de la crise économique qui a précédé la Seconde Guerre mondiale. À cette époque, son rôle consistait à assurer le contrôle et la surveillance des finances des municipalités, des commissions scolaires et des fabriques. Au cours des quelque 70 années qui se sont écoulées depuis la création de cette commission, sa mission s'est passablement transformée. On comprend, Mme la Présidente, entre 1932 et aujourd'hui, que la mission pour laquelle la commission a été créée effectivement a évolué au rythme bien sûr de l'évolution du monde municipal. Ces transformations ont résulté de transferts de pouvoirs d'organismes qui ont été abolis, comme la Régie des eaux et la Commission nationale de l'aménagement. Ces transformations ont résulté également de changements majeurs dans certains domaines de l'administration municipale, notamment en matière de fiscalité, d'aménagement et d'urbanisme. C'est ainsi qu'au fil des ans la Commission municipale s'est vu confier une multitude de compétences de nature tant juridictionnelle qu'administrative. »<sup>53</sup>

L'augmentation des compétences accordées au fil des ans milite peut-être en faveur d'une révision de certains mandats, mais pas nécessairement en faveur de son abrogation!

---

<sup>53</sup> [http://www.assnat.qc.ca/Indexweb/Recherche.aspx?cat=ex&Session=jd3711se&Section=projlois&Requete=8778-802&Hier=76%20-%20Loi%20abrogeant%20la%20Loi%20sur%20la%20Commission%20municipale%20et%20modifiant%20diverses%20dispositions%20l%E9gislatives\\_Adoption%20du%20principe\\_8778-802](http://www.assnat.qc.ca/Indexweb/Recherche.aspx?cat=ex&Session=jd3711se&Section=projlois&Requete=8778-802&Hier=76%20-%20Loi%20abrogeant%20la%20Loi%20sur%20la%20Commission%20municipale%20et%20modifiant%20diverses%20dispositions%20l%E9gislatives_Adoption%20du%20principe_8778-802)



---

## CONCLUSION ET PERSPECTIVES

Il est ardu de faire une synthèse de toutes les décisions analysées en raison des grandes disparités qui existent entre les différentes catégories et sous-catégories. Cette constatation n'est pourtant pas décevante puisque l'objectif même de cette recherche était d'observer les variations qui pouvaient exister entre des secteurs d'activités donnés. Ces différences importantes constituent d'ailleurs la première observation générale qui ressort de ce travail. Malgré des décisions parfois dramatiques pour des catégories de demanderesse, une certaine cohérence existe au travers du corpus jurisprudentiel de la CMQ.

Par exemple, en ce qui concerne la position de la municipalité relativement à une demande d'exemption, nous avons constaté qu'il n'y a pas d'opposition dans environ la moitié des décisions. Toutefois, certaines catégories de demanderesse, notamment les organismes nationaux, voient leur demande contestée de façon quasi systématique par la municipalité. Notre analyse nous a également démontré qu'il existe des différences entre les municipalités elles-mêmes. Effectivement, certaines municipalités s'opposent plus souvent aux demandes que d'autres. Ainsi, la ville de Montréal s'oppose dans la majorité des cas, alors que plusieurs petites municipalités ne s'opposent que très rarement aux demandes d'exemption qui leurs sont soumises.

Nous pouvons également souligner que, bien que les changements législatifs de 2000 aient été bénéfiques pour la majorité des demanderesse, ils se sont fait au détriment de certains secteurs d'activités précis tels que les clubs de l'âge d'or, les associations sportives et les centres, clubs et comités de loisirs. L'effet de ces modifications a donc été fort variable d'une catégorie à l'autre.

De plus, on constate que les nouvelles dispositions législatives ne semblent pas avoir été bien comprises par l'ensemble des demanderesse. Comment expliquer sinon que certaines d'entre elles n'invoquent pas, au soutien de leur demande, les paragraphes de la loi qui rejoignent spécifiquement leurs activités. Par exemple, il fut étonnant d'observer que les demanderesse oeuvrant dans le secteur des festivals et attractions n'invoquaient pas systématiquement l'article 243.8 (1) LFM. De la même façon, nous avons été surpris de constater qu'aucun des clubs de l'âge d'or et de la FADOQ ne s'appuyaient sur le paragraphe 243.8 (3) LFM. Ces apparentes difficultés au niveau de la compréhension des nouveaux critères expliquent peut-être le nombre important de demandes où les prétentions ne sont pas rapportées.

L'article 243.8 (3) LFM est celui en vertu duquel la CMQ accorde le plus d'exemptions bien que l'article 243.8 (2) LFM soit celui que les demanderesse invoquent le plus souvent au soutien de leurs prétentions. Il a toutefois été impossible de démontrer une corrélation directe entre ces deux constatations.

Les demandes sont principalement rejetées sous le motif que les activités exercées ne sont pas admissibles en vertu de l'article 243.8 LFM. Cependant, les autres motifs de rejet invoqués par la CMQ se répartissent de façon particulière entre les catégories.

Enfin, il convient de souligner qu'en dépit du fait qu'une majorité des demandes soient acceptées, moins d'une demanderesse sur six obtient une exemption totale. On peut donc conclure que les changements législatifs de 2000 n'ont pas été aussi bénéfiques qu'il y paraît à première vue.

En raison des grandes disparités qui existent entre les différentes catégories, il est ardu de faire une synthèse de l'information obtenue suite à l'analyse des décisions. Il est toutefois possible d'utiliser cette information pour avancer quelques commentaires sur l'impact prévisible de la réforme en cours.

Si le gouvernement va de l'avant avec sa réforme, ce seront les municipalités qui décideront de l'opportunité d'octroyer ou non une exemption. Cette nouvelle façon de faire est susceptible d'engendrer plusieurs conséquences.

Sur cette base, si nous faisons une projection des données que nous avons observées, nous constatons que, en faisant abstraction des données inconnues, les villes s'opposent aux demandes dans environ 30% des cas, alors que la CMQ a rejeté les demandes pour un peu plus de 37% des demandes. En appliquant ces résultats littéralement, nous aurions une augmentation de 7% des demandes d'exemption accordées.

Toutefois, cette hausse estimée se partagerait bien inégalement dans la province. Comme nous le mentionnions, la ville de Montréal s'oppose presque systématiquement. D'autre part, certains secteurs d'activités, tels les festivals et attractions et les organismes nationaux de sports et de loisirs, font l'objet d'une opposition importante.

Néanmoins, cette nouvelle responsabilité dévolue aux municipalités risque fort d'influencer ces dernières. Il est en effet fort différent de prendre position dans un litige arbitré par un tiers que de prendre une décision soi-même. D'ailleurs, nous avons remarqué que l'opinion de la municipalité influençait peu l'issue de la demande. Dorénavant, les municipalités pourraient être plus réticentes à accorder des exemptions pour éviter de créer des précédents ou encore pour des considérations d'opportunité politique.

Évidemment, les décisions de l'évaluateur municipal seront susceptibles de faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif du Québec (TAQ), section des affaires immobilières<sup>54</sup>. On pourrait être tenté d'y voir un rempart contre l'arbitraire, ce qui pourrait assurer une cohérence dans les décisions qu'auront à prendre les évaluateurs municipaux. Cet argument optimiste nie cependant la réalité économique de la plupart des OSBL auxquels s'applique la loi. En effet, ces dernières gèrent bien souvent des budgets limités. C'est d'ailleurs, entre autres, pour cette raison que le législateur a prévu des exemptions de taxes pour ces catégories d'organismes dans la LFM. Or, un recours devant le TAQ est une procédure bien plus onéreuse que ne l'est la procédure devant la CMQ. De plus, un tel recours nécessite des capacités techniques qui exigent bien souvent l'aide d'un avocat. Les règles de preuve sont plus formelles et il n'est pas certain que les décideurs soient en mesure d'offrir, par souci d'équité, l'accompagnement dont bénéficient les OSBL devant la CMQ.

En somme, les changements prévus viennent introduire de grands doutes sur la procédure menant à l'exemption d'une taxe foncière pour les OSBL en vertu de la LFM. Alors que le système actuel permet une bonne capacité de prévisibilité aux organismes, la nouvelle approche rejette une grande expertise et un immense savoir-faire sous prétexte de moderniser une institution québécoise datant de la grande crise. La ministre responsable, Mme Nathalie Normandeau, soulignait en effet, en Commission parlementaire :

« Je vous rappelle que la Commission municipale est un tribunal administratif créé en 1932, dans le contexte de la crise économique qui a précédé la Seconde Guerre mondiale. À cette époque, son rôle consistait à assurer le contrôle et la surveillance des finances des municipalités, des commissions scolaires et des fabriques. Au cours des quelque 70 années qui se sont écoulées depuis la création de cette commission, sa mission s'est passablement transformée. On comprend, Mme la

---

<sup>54</sup> Loi sur la justice administrative, L.R.Q. ch. J-3, art. 32.

Présidente, entre 1932 et aujourd'hui, que la mission pour laquelle la commission a été créée effectivement a évolué au rythme bien sûr de l'évolution du monde municipal. Ces transformations ont résulté de transferts de pouvoirs d'organismes qui ont été abolis, comme la Régie des eaux et la Commission nationale de l'aménagement. Ces transformations ont résulté également de changements majeurs dans certains domaines de l'administration municipale, notamment en matière de fiscalité, d'aménagement et d'urbanisme. C'est ainsi qu'au fil des ans la Commission municipale s'est vu confier une multitude de compétences de nature tant juridictionnelle qu'administrative. »<sup>55</sup>

L'augmentation des compétences accordées au fil des ans milite peut-être en faveur d'une révision de certains mandats, mais pas nécessairement en faveur de son abrogation!

---

<sup>55</sup> [http://www.assnat.qc.ca/Indexweb/Recherche.aspx?cat=ex&Session=jd3711se&Section=projlois&Requete=8778-802&Hier=76%20-%20Loi%20abrogeant%20la%20Loi%20sur%20la%20Commission%20municipale%20et%20modifiant%20diverses%20dispositions%20l%E9gislatives\\_Adoption%20du%20principe\\_8778-802](http://www.assnat.qc.ca/Indexweb/Recherche.aspx?cat=ex&Session=jd3711se&Section=projlois&Requete=8778-802&Hier=76%20-%20Loi%20abrogeant%20la%20Loi%20sur%20la%20Commission%20municipale%20et%20modifiant%20diverses%20dispositions%20l%E9gislatives_Adoption%20du%20principe_8778-802)



---

## ANNEXE 1 : TABLE DE LA JURISPRUDENCE CITÉE ET ANALYSÉE SUIVANT LES CATÉGORIES RETENUES

### 1 HÉBERGEMENT TOURISTIQUE

Auberge Jeunesse du Saint-Laurent et Ville de Mont-Tremblant, [2004] C.M.Q. 60525 (12393-04)

Auberge de la paix Québec inc. et Ville de Québec, [2002] CMQ- 58237 (9903-02)

Auberge Jeunesse de Gaspé et Ville de Gaspé, [2002] CMQ-57871 (9729-02)

Loisirs de Jeunesse (Rimouski) inc. et Ville de Rimouski, [2002], CMQ-56880(10147-02)

Agitour (Côte-Nord) inc. et Ville de Sept-Îles, [2002] CMQ-56800 (8993-02)

Coopérative Agro-Touristique La Pierre Angulaire et Municipalité Saint-Paulin, [2004] CMQ-61081 (13209-04)

Corporation d'aubergisme jeunesse de la Mauricie 1983 et Ville de Trois-Rivières, [2003] CMQ-57570 (10347-03)

Auberges de jeunesses du St-Laurent inc. et Ville de Montréal, [2003] CMQ-58889 (11007-03)

Centre international de séjour de Québec inc. et Ville de Québec, [2004] CMQ-59556 (12400-04)

L'auberge de Pointe à la Garde inc. et Municipalité d'Escuminac, [2002] CMQ-56306 (9338-02)

Le Domaine Notre-Dame inc. et Ville-de-St-Catherine-de-la-Jacques-Cartier, CMQ-57004 (9255-02)

YMCA de Montréal et Ville de Montréal, [2003] CMQ-58312 (10934-03)

YMCA de Montréal et Ville de Montréal, [2001] CMQ-55645 (8110-01)

YMCA de Montréal et Ville de Montréal, [2003] CMQ-57387 (10931-03)

YMCA de Montréal et Ville de Montréal, [2003] CMQ-57388 (10932-03)

YMCA de Montréal et Ville de Montréal, [2003] CMQ-57385 (11178-03)

YMCA de Montréal et Ville de Montréal, [2003] CMQ-58311 (10933-03)

YMCA de Montréal et Ville de Montréal, [2003] CMQ-58313 (10935-03)

Association Y.W.C.A. de Québec et Ville de Québec, [2003] CMQ-57286 (10547-03)

L'association des jeunes femmes de Montréal/ (titre anglais) et Paroisse de Sainte-Marguerite du-Lac-Masson, [2001] CMQ-55596 (8180-01)

Association des Jeunes femmes chrétiennes de Montréal et Ville de Sainte-Marguerite-Estérel, [2003] CMQ-55596 (10671-03)

Camp-École Trois-saumons inc. et Ville de Shawinigan, [2003] CMQ-57897 (10675-03)

Gestion conseil en économie social et Ville de Montréal, [2005] CMQ-61396 (13614-05)

Camp Kinneret-Bilum et Ville de Mont-Tremblant, [2004] CMQ-59525 (11885-04)

Camp de vacance Familiales Valleyfield inc. et Municipalité de Côteau-du-Lac, [2005] CMQ-61016 (13318-05)

Loisirs Frère André inc. et Municipalité Mont St-Grégoire, [2002] CMQ-56188 (9290-02)

Camp-École Trois-saumons inc et Ville de Québec, [2004] CMQ-59926 (12763-04)

Camp Richelieu Vive la joie inc. et Paroisse de Saint-Modeste, [2004] CMQ-60370 (12463-04)

Camp-École Trois-Saumons inc. et Municipalité de Saint-Aubert, [2003] CMQ-57898 (10676-03)

Centre Vacances Nature du Lac Bouchette inc. c. Municipalité de Lac Bouchette, [2003] CMQ-58704 (10877-03)

Camps-École Trois-Saumons inc. c. Municipalité de Saint-Mathieu-du-Parc, [2003] CMQ-58651 (10678-03)

Camp Mère Marie Louise Clarac inc. et Municipalité de Saint-Donat, [2004] CMQ-59320 (11900-04)

Camp Louis-George Lamontagne, cap à l'original et Municipalité du Bic, [2003] CMQ-58865 (10662-03)

Base Plein air Bellefeuille et Ville de Chandler, [2002] CMQ-57145 (9485-02)

Camp Sable Chaud et Ville d'Amqui, [2003] CMQ-58997 (11735-03)

La Base de plein-air des outaouais et Municipalité de Lac Sainte-Marie, [2002] CMQ-56914 (8943-02)

Espaces Jeunesses inc. et Ville Saint-Raymond, [2002] CMQ-57314 (9811-02)

Le domaine de la Baie Gillies inc. et Municipalité de Fugèreville, [2003] CMQ-56938 (11271-03)

Camp Notre-Dame de la Rouge et Municipalité de Grenville-sur-la-rouge, [2002] CMQ-57737 (9155-02)

Base de plaine-air Jean-Jeune et Municipalité du campton d'Amherst, [2003] CMQ-57716 (10501-03)  
Camp Quatre saisons inc. et Ville de Rivière-Rouge, [2004] CMQ-57320 (12724-04)  
Les Caps de santé Bruchesi et Paroisse de Saint Hyppolite, [2004] CMQ-57963 (12733-04)  
Camp Quatre saisons inc. et Ville de Rivière-Rouge, [2005] CMQ-61328 (13714-05)  
Camp Brochet et Municipalité Saint-David-de-Falardeau, [2002] CMQ-58163 (9700-02)  
Les Caps de santé Bruchesi et Paroisse de Saint Hyppolite, [2002] CMQ-57963(10121-02)  
Club Vacance « Les îles » et Municipalité des îles-de-la-Madeleine, [2002] CMQ-57341(10044-02)  
Camp de Rivière-Ouelle inc. et Municipalité de Rivière-Ouelle, [2002] CMQ-57426 (9407-02)  
Camp Quatre Saisons inc. et Municipalité de la Caza, [2002] CMQ-57320 (9057-02)  
Camp-École Trois-Saumons inc. et Paroisse Saint-Cyrille-de-Lessard, [2003] CMQ-58676 (10679-03)  
Espaces Jeunesse inc. et Ville de Waterville, [2002] CMQ-57315 (9102-02)  
Cammac et Canton Harrington, [2003] CMQ-57920 (11361-03)  
Association Nautique du Lac Beauport inc. et Municipalité du Lac Beauport, [2003] CMQ-57348 (10688-03)  
Centre de plein air Lasallien inc. et Municipalité de Lac Beaport, [2002] CMQ-56152 (8515-02)  
Centre Nautique de Francheville et Ville de Trois-Rivières, [2002] CMQ-57932 (9618-02)  
Jouvence, Base de plein air inc. et Canton d'Orford, [2004] CMQ-60301 (12397-04)  
Coopérative agro-touristique la pierre angulaire et Municipalité de Saint-Paulin, [2004] CMQ-61081 (13209-04)  
Le cercle des jeunes naturalistes de l'est du Québec inc. et Ville de Dégelis, [2002] CMQ-56811 (9712-02)  
Centre de plein-air l'Estacade et Paroisse de Saint-Paul-de-l'île-aux-noix, [2004] CMQ-60323 (13265-04)  
Centre de plein-air Kennebec et Municipalité de Saint-Donat, [2002] CMQ-56411 (8511-02)  
Association des jeunes travailleurs et travailleuses de Montréal Inc. et Municipalité de St-Donat, [2003] C.M.Q. 58241 (10650-03)  
Jeunesse du Faubourg inc. et St-Lambert-de-Lauzon (Paroisse de), CMQ-59621 (13107-04)  
Camp Amy Molson inc. et Ville de Montréal, CMQ-59807 (12235-04)  
Fondation Centraide du Grand Montréal et Municipalité de Saint-Donat, CMQ-59659 (11902-04)  
Fondation pour enfant diabétiques et Ste-Agathe-des-Monts (Ville de), CMQ-59610 (12169-04)  
Le périscope des Basses Laurentides inc. et Ville de Rivière-Rouge, CMQ-58953 (11332-03)  
Camps de santé Bruchesi et Paroisse de Saint-Hippolyte, CMQ-57963 (10121-02)  
La base de plein air des Outaouais inc. et Municipalité de Bowman, CMQ-56914 (8943-02)  
Accès Plein Air et Municipalité de Chertsey, CMQ-60378 (12592-04)  
Camp des bouleaux de l'association d'églises baptistes évangéliques au Québec et Canton de Grand-Remous, CMQ-57554 (9068-02)  
Fondation Marie-Soleil & Jonathan inc. et Municipalité de Rémigny, CMQ-56053 (8300-01)  
Jeunesse au soleil inc. et Municipalité de Marchand, CMQ-58344 (10126-02)  
Camp Richelieu de St-Hyacinthe inc. et Municipalité de Saint-Damase, CMQ-56922 (9404-02)  
Fondation Canadian Tire du Québec inc. et Municipalité de Wentworth-Nord, CMQ-58614 (10468-03)  
Fondation des services communautaires catholiques inc. et Ville de Sainte-Agathe-des-Monts, CMQ-57595 (10706-03)  
Fondation du Club Rotary de Québec et Ville de Lévis (aux droits et obligations de l'ex-ville de Saint-Nicolas), CMQ-54206 (8447-02)  
Centre de plein air LaSallien inc. et Québec (Ville de), CMQ-61492 (13759-05)  
Service du chat botté de Laval et Ville de Laval, CMQ-57888 (10185-03)  
La corporation l'étincelle (Saint-Henri) et Municipalité de Saint-Alphonse-Rodriguez, CMQ-56071 (8311-01)  
Camp Familial Abitibi-Témiscamingue et Ville de Val d'or, CMQ-56281 (8733-02)  
Camp Amy Molson inc. et Municipalité de Grenville-sur-la-rouge, CMQ-57773 (9156-02)

Centre de vacances et d'apprentissage loisirs de Saint-Cyprien et Municipalité de Saint-Cyprien, CMQ-58612 (10652-03)

Société de Saint-Vincent de Paul de Québec (Conseil central de Québec) et Ville de Québec, CMQ-58479 (10692-03)

Fondation Cité-Joie et Municipalité de Lac-Beauport, CMQ-56772 (9081-02)

Centre de plein air Bleu et Blanc inc. et Municipalité de la Conception, CMQ-58938 (11481-03)

Association musicale de JS. (AMJ) et Ville de Montréal, CMQ-60115 (12281-04)

Club Aramis et Magog (Ville de), CMQ-60381 (13086-04)

Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) de Rimouski et Ville de Rimouski, CMQ-50238 (8104-01)

Continuité Famille auprès des détenues C.F.A.D. et Ville de Montréal, CMQ-56311 (8864-02)

Association des loisirs des personnes handicapées physiques de Pointe-aux-Tremble et Ville de Montréal, CMQ-56790 (9496-02)

Filles de la sagesse et Paroisse de Saint-Côme, CMQ-57418(10083-02)

Fondation des sourds du Québec (F.S.Q.) inc. et Ville de Québec, CMQ-58899 (11756-03)

Hirondelle, services d'accueil et d'intégration des immigrants et Ville de Montréal, CMQ-59633 (11873-04)

La fondation B'nai B'rith Hillel de Montréal inc. et Ville de Montréal, CMQ-57098 (12366-04)

Société de Saint-Vincent de Paul de Québec et Ville de Québec, CMQ-59848 (12768-04)

Maison des enfants Le Dauphin de Laval et Laval (Ville de), CMQ-60982 (12957-04)

Oasis des enfants de Rosemont et Ville de Montréal, CMQ-61393 (13592-05)

Fondation des enfants aveugles du Québec (F.A.Q) et Ville de Montréal, CMQ-59831 (11946-04)

Centre de plein air Marie-Paule et Village de Sainte-Véronique, [2002] CMQ-57639 (9739-02)

Camp Bnai Brith Inc. et Municipalité de Lantier, [2003] C.M.Q. 56696 (11174-03)

## 2 GROUPES LOCAUX ET RÉGIONAUX DE LOISIRS

### 2.1 CENTRES, CLUBS ET COMITÉS DE LOISIRS

Club Aramis inc. et Ville de Magog, [2004] CMQ-60381 (13086-04)

L'O.T.J. de St-Côme Beauce et Municipalité de Saint-Côme-Linière, [2003] CMQ-58853 (10617-03)

Centre aquatique et récréatif de la Haute-Beauce et Municipalité de Saint-Évariste-de-Forsyth, [2001] CMQ-55789

Centre récréatif et communautaire de (CRC) St-Donat et Ville de Montréal, [2001] CMQ-55800 (8129-01)

Les loisirs de la Baie du Febvre et Municipalité de Baie-du-Febvre, [2002] CMQ-56144 (8363-02)

Association de loisir de la Tapane et Municipalité de Sainte-Anne-du-lac, [2002] CMQ-56119 (8387-02)

Conseil du loisir scientifique de l'Est du Québec et Ville de Rimouski, [2002] CMQ-46150 (8407-02)

Comité des loisirs de Saint-Marcel de l'Islet inc. et Municipalité de Saint-Marcel, [2002] CMQ-56072 (8450-02)

Corporation des loisirs de St-André-de-Restigouche inc. et Municipalité de St-André-de-Restigouche, [2002] CMQ-56198 (8560-02)

Corporation des loisirs de Preissac et Municipalité de Preissac, [2002] CMQ-56615 (8589-02)

Les loisirs du Lac-supérieur et Municipalité du Lac-supérieur, [2002] CMQ-56040 (8599-02)

Loisir du Lac-des-loups et Municipalité de la pêche, [2002] CMQ-55954 (8642-02)

Le centre de loisir Notre-Dame-du-Rosaire inc. et Ville de Montréal, [2002] CMQ-56405 (8656-02)

Les loisirs de Saint-Pierre-les-Becquets inc. et Municipalité de Saint-Pierre-les-Becquets, [2002] CMQ-56280 (8725-02)

Centre récréatif régional de Warwick inc. et Ville de Warwick, [2002] CMQ-56460 (8728-02)

Les loisirs de Ste-Euphémie inc. et Municipalité de Ste-Euphémie-sur-Rivière-du-sud, [2002] CMQ-56583 (8844-02)

Comité des loisirs du lac Opéra inc. et Municipalité de Saint-Calixte, [2002] CMQ-56798 (8858-02)

Loisirs Champlain Gamache inc. et Ville de Longueuil, [2002] CMQ-56741 (8923-02)

La corporation du parc des loisirs et des sports de plein-air du mont-vidéo inc. et Municipalité de Barraute, [2002] CMQ-56884 (8927-02)

La corporation du parc des loisirs et des sports de plein-air du mont-vidéo inc. et Municipalité de la Corne, [2002] CMQ-56885 (8928-02)

Centre de loisirs des lacs castors et Galipeau inc. et Municipalité de Notre-Dame-de-la-Merci, [2002] CMQ-56793 (8988-02)

Centre des loisirs de St-Eugène de Grantham et Municipalité de Saint-Grantham, [2002] CMQ-57047 (8996-02)

Centre de loisirs de St-Maurice de Dalquier et Ville d'Amos, [2002] CMQ-57517 (9091-02)

Conseil de loisir scientifique de l'Abitibi-Témiscamingue et Ville de Rouyn-Noranda, [2002] CMQ-57380 (9103-02)

Centre communautaire des loisirs de Sherbrooke et Ville de Sherbrooke, [2002] CMQ-56723 (9114-02)

Commission des loisirs de Ste-Marguerite inc. et Paroisse de Sainte-Marguerite, [2002] CMQ-56713 (9129-02)

Loisirs Gentilly inc. et Ville de Bécancour, [2002] CMQ-56981 (9131-02)

Centre de loisirs immaculée conception de Rouyn et Ville de Rouyn-Noranda, [2002] CMQ-57764 (9137-02)

Les loisirs St-Gervais inc. et Municipalité St-Gervais, [2002] CMQ-56489 (9177-02)

Centre récréatif Kingsey inc. et Ville de Kingsey Falls, [2002] CMQ-56937 (9187-02)

Les loisirs Saint-Fabien inc. et Paroisse Saint-Fabien, [2002] CMQ-56712 (9250-02)

Le centre des loisirs de St-René inc. et Municipalité de Saint-René-de-Matane, [2002] CMQ-57188 (9275-02)

Le comité des loisirs de Rivière-Ouelle et Municipalité de Rivière-Ouelle, [2002] CMQ-57256 (9276-02)

Les loisirs de Ste-Justine-de-Newton et Municipalité de Ste-Justine-de-Newton, [2002] CMQ-56047 (9289-02)

Loisirs frère André inc. et Municipalité de Mont-Saint-Grégoire, [2002] CMQ-56188 (9290-02)

Centre communautaire récréatif de Saint-Jean-Baptiste-de-Drummondville et Ville de Drummondville, [2002] CMQ-56409 (9303-02)

Centre de loisirs de l'association sportive de Grosses-Roches et Muniipalité de Grosses-Roches, [2002] CMQ-50947 (9315-02)

Centre des loisirs de Newport et Ville de Chandler, [2002] CMQ-56739 (9341-02)

Centre sports et loisirs gascon inc. et Municipalité de Port-Daniel-Gascon, [2002] CMQ-56740 (9342-02)

Club social et récréatif Henri Béliveau inc. et Ville de Bécancour, [2002] CMQ-58145 (9417-02)

Corporation des loisirs de Saint-Victor et Ville de Matane, [2002] CMQ-56161 (9420-02)

L'association coopérative du centre des loisirs des boules et Ville de Métis sur mer, [2002] CMQ-56375 (9422-02)

Pavillon des aînés de Shawinigan-sud inc. et Ville de Shawinigan, [2002] CMQ- 56392 (9423-02)

Centre de loisirs Monseigneur Pigeon et Ville de Montréal, [2002] CMQ-56966 (9434-02)

Le club récréatif de la pointe du Hameau et Ville de Nicolet, [2002] CMQ-56796 (9464-02)

Association des loisirs de Saint-Alexandre et Municipalité de Saint-Alexandre, [2002] CMQ-56804 (9643-02)

Association des loisirs du domaine 4 saisons inc. et Municipalité de Saint-Calixte, [2002] CMQ-57384 (9649-02)

Les loisirs de St-Gertrude inc. et Ville de Bécancour, [2002] CMQ-57414 (9676-02)

Loisirs jeunesses de Cap-de-la-Madeleine inc. et Ville de Trois-Rivières, [2002] CMQ-56379 (9688-02)

Le centre de loisir de Baldwin inc. et Ville de Coaticook, [2002] CMQ-57758 (9725-02)

Les loisirs du boulevard inc. et Ville de Montmagny, [2002] CMQ-57808 (9727-02)

Loisirs du pavillon de la jeunesse inc. et Ville de Saint-Marthe-sur-le-lac, [2002] CMQ-57676 (9743-02)

Conseil des loisirs des lots renversés inc. et Municipalité de Saint-Juste-du-Lac, [2002] CMQ-56942 (9802-02)

Corporation des loisirs de St-Juste-sur-le-Lac et Municipalité de St-Juste-sur-le-Lac, [2002] CMQ-56943 (9803-02)

Comité des loisirs de Martinville inc. et Municipalité de Martinville, [2002] CMQ-57771 (9819-02)

Comité des loisirs de Notre-Dame et Paroisse Notre-Dame-de-Stanbridge, [2002] CMQ-57976 (9873-02)

Loisirs d'Aguanish et Municipalité d'Aguanish, [2002] CMQ-58220 (9954-02)

Centre de loisir St-Agnès de Charlevoix et Ville de Malbaie, [2002] CMQ-57117 (10001-02)



Centre récréatif Sannicandresi et Ville de Montréal, [2002] CMQ-58123(10070-02)

Les loisirs Granby et Canton de Granby, [2002] CMQ-56165(10098-02)

Les loisirs de Saint-Alexandre-des-lacs et Paroisse de Saint-Alexandre-des-Lacs, [2002] CMQ-57545 (10149-02)

Club de loisirs du lac écho et Ville de Prévost, [2003] CMQ-56946 (10189-03)

Le service des loisirs de Marieville et Ville de Marieville, [2003] CMQ-56687 (10211-03)

Comité des loisirs de Saint-Joseph des Laurentides, [2003] CMQ-57858 (10232-03)

Commission des loisirs de Saint-Félix-de-Dalquier et Municipalité de Saint-Félix-de-Dalquier, [2003] CMQ-58260 (10281-03)

Loisir St-Jean-Vianney de Longueuil et Ville de Longueuil, [2003] CMQ-58275 (10282-03)

Les loisirs de Roxton falls inc. et Village de Roxton falls, [2003] CMQ-57807 (10336-03)

Le centre récréatif St-François d'Assise inc. et Ville de Québec, [2003] CMQ-56539 (10340-03)

Les loisirs de Granby et Ville de Granby, [2003] CMQ-56164 (10401-03)

Les loisirs St-Isidore d'Aukland inc. et Municipalité de St-Isidore-de-Clifton, [2003] CMQ-58571 (10591-03)

Les loisirs St-Isidore d'Aukland inc. et Municipalité de St-Isidore-de-Clifton, [2003] CMQ-58587 (10592-03)

Loisirs de Kingsey et Municipalité de Saint-Félix-de-Kingsey, [2003] CMQ-57915 (10761-03)

Les loisirs de Weedon inc. et Municipalité de Weedon, [2003] CMQ-58831 (10774-03)

Les loisirs de Fortierville inc. et Municipalité de Fortierville, [2003] CMQ-59294 (11140-03); CMQ-59295

Comité récréatif N.D.H. et Municipalité de Notre-Dame-de-Ham, [2003] CMQ-58968 (11162-03)

Loisirs East-Hereford et Municipalité de east-Hereford, [2003] CMQ-59029 (11167-03)

Les loisirs de Guénette inc. et Municipalité de Lac-des-écorses, [2003] CMQ-58636 (11533-03)

Comité des loisirs St-Athanase inc. et Municipalité de St-Athanase, [2003] CMQ-59504 (11616-03)

Centre international du loisir culturel de Trois-Pistoles et Ville de Trois-Pistoles, [2004] CMQ-59741 (11781-04)

Les loisirs de St-Liboire inc. et Municipalité de St-Liboire, [2004] CMQ-59856 (11801-04)

Le comité de loisirs Lemieux et Municipalité de Lemieux, [2004] CMQ-56485 (11951-04)

Centre récréatif d'Asbestos et Ville d'Asbestos, [2004] CMQ-56269 (11993-04)

Regroupement des loisirs culturels et scientifiques du Témiscamingue et Municipalité de Notre-Dame-du-Nord, [2004] CMQ-59841 (12000-04)

Conseil du loisir scientifique de l'Estrie et Ville de Sherbrooke, [2004] CMQ-59764 (12124-04)

Service des loisirs St-Camille et Ville de Montréal, [2004] CMQ-60257 (12179-04)

Comité des loisirs de Dixville et Municipalité de Dixville, [2004] CMQ-59855 (12198-04)

Conseil du loisir scientifique de l'Abitibi-Témiscamingue et Ville de Rouyn-Noranda, CMQ-60631 (12277-04)

Centre des loisirs de St-Honoré de Shenley et Municipalité de St-Honoré de Shenley, [2004] CMQ-60291 (12286-04)

Association des loisirs et des sports de Saint-Nazaire de Berry et Municipalité de Berry, [2004] CMQ-60660 (12310-04)

Commission des loisirs d'Henryville et Municipalité d'Henryville, [2004] CMQ-60199 (12349-04)

Conseil du loisir scientifique de du Saguenay-lac-St-Jean et Ville d'Alma, [2004] CMQ-60376 (12412-04)

Comité des loisirs de Kiamika et Municipalité de Kiamika, [2004] CMQ-60187 (12456-04)

L'œuvre des loisirs Notre-Dame-des-monts et Municipalité de Notre-Dame-des-monts, [2004] CMQ-60458 (12593-04)

Les loisirs St-Robert (Frontenac) inc. et Municipalité de St-Robert-Bellarmin, [2004] CMQ-60584 (12594-04)

Carrefour accès loisir inc. /L'action plus de Sherbrooke inc. et Ville de Sherbrooke, [2004] CMQ-60563 (12807-04)

La corporation des loisirs St-Éloi et Municipalité St-Éloi, [2004] CMQ-60932 (12854-04)

Corporation des loisirs du relais de la coulée inc. et Paroisse de Saint-Anaclet-de-Lessard, [2004] CMQ-60581 (12850-04)

Centre des loisirs de Rivière-à-Claude et Municipalité de Rivière-à-Claude, [2004] CMQ-60670 (12922-04)

Association des loisirs du projet Laplante inc. et Canton de Havelock, [2004] CMQ-60987 (12934-04)

Centre récréatif de Lachine ouest inc. et Ville de Montréal, [2004] CMQ-60727 (12948-04)

Centre récréatif régional de Warwick et Ville de Warwick, [2004] CMQ-56460 (12969-04)  
Corporation des loisirs Sacré-cœur de Chicoutimi inc. et Ville de Saguenay, [2004] CMQ-60350 (13019-04)  
Les loisirs de Notre-Dame-des-mères inc. et Ville de Sherbrooke, [2004] CMQ-60613 (13063-04)  
La corporation des loisirs St-Pierre de la Patrie inc. et Municipalité de la Patrie, [2004] CMQ-59828 (13085-04)  
Les loisirs colombier et Municipalité de Colombier, [2004] CMQ-60909 (13157-04)  
Sports et loisirs Gros-Morne inc. et Municipalité de Saint-Maxime-du-Mont-Saint-Louis, [2004] CMQ-60517 (13286-04)  
Conseil de loisir scientifique de la région de Montréal et Ville de Montréal, [2005] CMQ-60546 (13345-05)  
\*Pavillon des loisirs des aînés de Shawinigan sud-est inc. et Ville de Shawinigan, [2005] CMQ-56392 (13370-05)  
Centre des loisirs de St-Sacrement inc. et Ville de Québec, [2005] CMQ-60654 (13470-05)  
Les loisirs de St-François-du-lac inc. et Municipalité de St-François-du-lac, [2005] CMQ-61490 (13623-05)  
CCSE Maisonneuve et Ville de Montréal, [2002] C.M.Q. 57042 (9357-02)  
Centre des loisirs des sourds de Montréal Inc. et Ville de Montréal, [2001] C.M.Q. 55822 (8113-01)  
Fleur de mai Loisirs - Handicapé intellectuel Inc. et Ville de Trois-Rivières-Ouest, [2001] C.M.Q. 55870 (8161-01)  
Centre des loisirs de Notre-Dame des Érables et Municipalité de Ste-Anne-de-la-Rochelle, [2001] C.M.Q. 56098 (8287-01)  
Corporation des loisirs de Rochebeaucourt et Municipalité de Rochebeaucourt, [2002] C.M.Q. 56070 (8415-02)  
Les ateliers de loisirs culturels de Senneterre et Ville de Senneterre, [2002] C.M.Q. 56905 (8886-02)  
Les loisirs de Ste-Angèle-de-Méridi Inc. et Municipalité de Ste-Angèle-de-Méridi, [2002] C.M.Q. 56864 (8913-02)  
Centre communautaire de loisir de la Côte des Neiges et Ville de Montréal, [2002] C.M.Q. 56709 (8971-02)  
Comité des sports et loisirs de Chénéville Inc. et Municipalité de Chénéville, [2002] C.M.Q. 56558 (9072-02)  
Les loisirs de St-Ephrem-de-Beauce Inc. et Municipalité de St-Ephrem-de-Beauce, [2002] C.M.Q. 57524 (9489-02)  
Association des loisirs des personnes handicapées physiques de Pointe-aux-Trembles et de l'est de Montréal et Ville de Montréal, [2002] C.M.Q. 56790 (9496-02)  
Centre des loisirs de Ste-Louise Inc. et Paroisse de Ste-Louise, [2002] C.M.Q. 57811 (9545-02)  
Œuvre des loisirs de St-Firmin de Baie-Ste-Catherine Inc. et Municipalité de Baie-Ste-Catherine, [2002] C.M.Q. 57626 (9813-02)  
Comité des loisirs de St-Alban et Municipalité de St-Alban, [2002] C.M.Q. 57163 (9857-02)  
Le service des loisirs de Mékinac Inc. et Municipalité de Trois-Rives, [2002] C.M.Q. 57546 (9897-02)  
Les loisirs de Lac-des-Aigles Inc. et Municipalité de Lac-des-Aigles, [2002] C.M.Q. 56451 (9938-02)  
Les loisirs de St-Aimé-des-Lacs Inc. et Municipalité de St-Aimé-des-Lacs, [2002] C.M.Q. 55788 (10107-02)  
Les loisirs Montcalm Inc. et Ville de Québec, [2002] C.M.Q. 57099 (10132-02)  
Loisirs de jeunesse (Rimouski) Inc. et Ville de Rimouski, [2002] C.M.Q. 56880 (10147-02)  
Les loisirs du Bic Inc. et Municipalité du Bic, [2003] C.M.Q. 57751 (10446-03)  
Les loisirs thérapeutiques de St-Hubert et Ville de Longueuil, [2003] C.M.Q. 58472 (10493-03)  
Centre de loisirs de Bury Inc. et Municipalité de Bury, [2003] C.M.Q. 58811 (10510-03)  
Loisirs Cookshire Inc. et Ville de Cookshire-Eaton, [2003] C.M.Q. 58788 (10753-03)  
Carrefour Accès loisirs Inc. et Ville de Sherbrooke, [2003] C.M.Q. 58696 (10768-03)  
Les loisirs de la Petite Patrie et Ville de Montréal, [2003] C.M.Q. 58594 (10825-03)  
Comité des loisirs de St-Malo et Municipalité de St-Malo, [2003] C.M.Q. 59025 (11354-03)  
Centre loisir Multi-Plus et Ville de Trois-Rivières, [2003] C.M.Q. 59311 (11650-03)  
Loisirs et culture Entrelacs et Municipalité d'Entrelacs, [2003] C.M.Q. 59372 (11663-03)  
Fabrique de la paroisse de Ste-Gertrude et Ville de Montréal, [2004] C.M.Q. 59956 (12288-04)  
Commission des loisirs de St-Louis Inc. et Paroisse de St-Louis, [2004] C.M.Q. 60175 (12301-04)  
Comité des loisirs de Brigham Inc. et Municipalité de Brigham, [2004] C.M.Q. 60564 (12350-04)  
Les loisirs Le Grillon et Ville de Montréal, [2004] C.M.Q. 60343 (12548-04)

Comité des loisirs de Béthanie et Municipalité de Béthanie, [2004] C.M.Q. 56766 (12578-04)  
 L'Association Mauricienne de loisirs pour handicapés Inc. et Ville de Trois-Rivières, [2004] C.M.Q. 60559 (12704-04)  
 Loisirs Ruisseau des Olives Inc. et Municipalité de St-Maxime-du-Mont-Louis, [2004] C.M.Q. 60705 (12906-04)  
 Centre des loisirs colombien St-Léonard-d'Aston Inc. et Municipalité de St-Léonard-d'Aston, [2004] C.M.Q. 59982 (12913-04)  
 Service des loisirs de St-Dominique et Municipalité de St-Dominique, [2004] C.M.Q. 61043 (12967-04)  
 Loisirs et sports Neufchâtel Inc. et Ville de Québec, [2004] C.M.Q. 60390 (13134-04)  
 Corporation des loisirs de St-Adelme et Paroisse de St-Adelme, [2004] C.M.Q. 59350 (13148-04)  
 Les loisirs Montcalm Inc. et Ville de Québec, [2004] C.M.Q. 57099 (13184-04)  
 Comité des loisirs du Lac Long et Municipalité de Blue Sea, [2004] C.M.Q. 60943 (13456-05)  
 Comité des loisirs St-Jean-de-Dieu et Municipalité de St-Jean-de-Dieu, [2005] C.M.Q. 60696 (13471-05)  
 Les services des loisirs de Marieville Inc. et Ville de Marieville, [2005] C.M.Q. 56687 (13596-05)  
 Comité des loisirs de Fontainebleau et Municipalité de Weedon, [2005] C.M.Q. 61487 (13807-05)

## 2.2 SCOUTS

Fédération des guides catholiques du diocèse des Trois-Rivières et Ville de Trois-Rivières, [2002] C.M.Q. 55844 (8449-02)  
 Association des Scouts du Canada (District de la Mauricie) et Ville de Trois-Rivières, [2002] C.M.Q. 57111 (9087-02)  
 Groupe scout St-Raymond (District de Québec) Inc. et Ville de St-Raymond, [2002] C.M.Q. 56893 (8929-02)  
 Les scouts district centre du Québec et Municipalité de Saint-Félix-de-Kingsey, [2002] C.M.Q. 56244 (8842-02)  
 Groupe scout Purification de Repentigny et Municipalité de Notre-Dame-De-La-Merci, [2003] C.M.Q. 58932 (11041-03)  
 Groupe scouts de Thetford Mines (District amiante) Inc. et Ville de Thetford Mines, [2002] C.M.Q. 56193 (8452-02)  
 Scouts et guides St-Judes et Ville d'Alma, [2005] C.M.Q. 61194 (13310-05)  
 Les scouts du district de Lanaudière Inc. et Municipalité de Notre-Dame-des-Prairies, [2003] C.M.Q. 58729 (10576-03)  
 La corporation des scouts de Warwick Inc. et Ville de Warwick, [2002] C.M.Q. 57085 (8998-02)  
 Les scouts du district de Québec Inc. et Ville de Québec, [2002] C.M.Q. 57462 (9690-02)  
 Groupe scout de Rivière-du-Loup et Ville de Rivière-du-Loup, [2002] C.M.Q. 56752 (10145-02)  
 Groupe scout de La Pocatière Inc. et Municipalité de St-Bruno-de-Kamouraska, [2003] C.M.Q. 58270 (10362-03)  
 Groupe scout Thomas E. Demers district de St-Hyacinthe Inc. et Ville de St-Hyacinthe, [2003], CMQ 58752 (10552-03)  
 Les scouts et les guides du district de l'Outaouais et Municipalité de La Pêche, [2003] C.M.Q. 58448 (10709-03)  
 Les scouts du district de Québec Inc. et Ville de St-Raymond, [2003] C.M.Q. 58794 (11109-03)  
 Groupe scout 15ième volcant et Canton de Stratford, [2004] C.M.Q. 59347 (11906-04)  
 Groupe scout et guide de Trois-Pistoles et Ville de Trois-Pistoles, [2004] C.M.Q. 59960 (12818-04)  
 Les boys scouts du Canada, le conseil provincial du Québec, Inc. et Ville de St-Sauveur, [2004] C.M.Q. 60716 (12994-04)  
 Parents et amis des scouts et guides de Cabano et Ville de Cabano, [2005] C.M.Q. 58371 (13388-05)

## 2.3 CLUBS DE L'ÂGE D'OR OU DE LA FADOQ

Club de l'âge d'or Saint-Pierre-Les-Becquets et Municipalité de Saint-Pierre-Les-Becquets, [2002] C.M.Q. 56197 (8724-02)  
 Club de l'âge d'or Rivière-du-Loup Inc. et Ville de Rivière-du-Loup, [2002] C.M.Q. 56444 (10130-02)  
 Club de l'âge d'or de Val-Brillant Inc. et Municipalité de Val-Brillant, [2004] C.M.Q. 56821 (12961-04)  
 Club bonne humeur de l'âge d'or de Trois-Pistoles Inc. et Ville de Trois-Pistoles, [2002] C.M.Q. 56667 (9613-02)  
 Club de l'âge d'or Les gais philosophes Inc. et Municipalité de Saint-Cyprien, [2005] C.M.Q. 56773 (13601-05)

Club de l'âge d'or affilié de Grand'Mère et Ville de Shawinigan, [2003] C.M.Q. 58854 (11660-03)  
Club de l'âge d'or de Cabano Inc. et Ville de Cabano, [2002] C.M.Q. 56496 (8872-02)  
Club de l'âge d'or de St-Antonin Inc. et Paroisse de St-Antonin, [2002] C.M.Q. 56492 (8799-02)  
Club de l'âge d'or St-Germain de Rimouski et Ville de Rimouski, [2002] C.M.Q. 56432 (8804-02)  
Club de l'âge d'or de St-Luc de Matane et Ville de Matane, [2004] C.M.Q. 61075 (13272-04)  
Club de l'âge d'or Notre-Dame-de-la-Joie et Ville de Montréal, [2004] C.M.Q. 50174 (12314-04)  
Club de l'âge d'or de St-Guillaume Inc. et Municipalité de St-Guillaume, [2004] C.M.Q. 60167 (12431-04)  
Club de l'âge d'or de Ville Dégelis et Ville de Dégelis, [2002] C.M.Q. 56847 (9801-02)  
Club de l'âge d'or Bon Conseil Inc. et Village de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, [2004] C.M.Q. 59940 (12160-04)  
Club de l'âge d'or de Val-Senneville et Municipalité de Val-Senneville, [2001] C.M.Q. 56046 (8245-01)  
Club de l'âge d'or d'Eastman-Stukely Inc. et Municipalité d'Eastman, [2003] C.M.Q. 58750 (10540-03)  
Club de l'âge d'or de Rivière-Bleue et Municipalité de Rivière-Bleue, [2002] C.M.Q. 57690 (9817-02)  
Club de l'âge d'or de Drummondville et Ville de Drummondville, [2002] C.M.Q. 56743 (8898-02)  
Club de l'âge d'or Rivière-Pentecôte et Municipalité de Rivière-Pentecôte, [2002] C.M.Q. 56830 (9181-02)  
Club de l'âge d'or de Senneterre Inc. et Ville de Senneterre, [2003] C.M.Q. 57853 (10301-03)  
Club de l'âge d'or de LaMalbaie Inc. et Ville de LaMalbaie, [2002] C.M.Q. 56356 (9999-02)  
Club de l'âge d'or de Ste-Anne-des-Monts et Ville de Ste-Anne-des-Monts, [2003] C.M.Q. 58780 (11132-03)  
Le club de l'âge d'or de Barraute et Municipalité de Barraute, [2003] C.M.Q. 58830 (10782-03)  
Club de l'âge d'or affilié St-Roch de Mékinac et Paroisse de St-Roch de Mékinac, [2002] C.M.Q. 56799 (8792-02)  
Fadoq - Région Côte-Nord et Ville de Baie-Comeau, [2004] C.M.Q. 60358 (12610-04)  
Fadoq - Région de l'Estrie et Ville de Sherbrooke, [2004] C.M.Q. 60695 (12565-04)  
Fadoq - Région Mauricie et Ville de Trois-Rivières, [2004] C.M.Q. 60284 (12327-04)  
Fadoq - St-Agapit et Municipalité de St-Agapit, [2004] C.M.Q. 60713 (13130-04)  
Fadoq - Région Richelieu - Yamaska et Ville de St-Hyacinthe, [2004] C.M.Q. 60887 (12868-04)  
Fadoq - Région Mauricie et Ville de Trois-Rivières, [2003] C.M.Q. 57516 (10548-03)

## 2.4 MAISONS DE JEUNES

Maison de jeunes : place Berthier et Ville de Berthierville, [2002] CMQ-58439(10096-02)  
Maison de jeunes l'éveil jeunesse de Louiseville inc. et Ville de Louiseville, [2004] CMQ-60697 (12550-04)  
Maison des jeunes îles-de-la-Madeleine et Municipalité de Fatima, [2001] CMQ- 55779 (8025-01)  
« L'eau-vent » (maisons des jeunes) et Municipalité Saint-Léonard-d'Aston, [2002] CMQ-56255 (8410-02)  
La maison des jeunes de Port-Cartier inc. et Ville de Port-Cartier, [2002] CMQ-56393 (8646-02)  
La maison des jeunes de Huntingdon inc. et Ville de Huntingdon, [2002] CMQ- 56276 (8690-02)  
La maison des jeunes du quartier de St-Jean-Baptiste et Ville de Québec, [2002] CMQ-56721 (9079-02)  
La maison des jeunes de Grande-Rivière inc. et Ville de Grande-Rivière, [2002] CMQ-56896 (9343-02)  
La maison des jeunes de Sayabec et Municipalité de Sayabec, [2003] CMQ-56669 (10432-03)  
La maison des jeunes St-Pamphile inc. et Ville de St-Pamphile, [2003] CMQ-58685 (10570-03)  
La maison des jeunes St-Rémi inc. et Ville de Saint-Rémi, [2003] CMQ-59038 (11188-03)  
La maison des jeunes de St-Anne-des-Monts et Ville de Saint-Anne-des-Monts, [2003] CMQ-58987 (11315-03)  
La maison des jeunes du Bic et Municipalité du Bic, [2003] CMQ-58934 (11404-03)  
La maison des jeunes Actimaje et Ville de East Angus, [2003] CMQ-59406 (11506-03)  
Maison des jeunes de Saint-Léonard et Ville de Montréal, [2003] CMQ-59266 (11553-03)  
Maison des jeunes Ahuntsic et Ville de Montréal, [2003] CMQ-59500 (11585-03)  
Maison des jeunes d'Avellin et Municipalité de Saint-André-Avellin, [2003] CMQ-59913 (11746-03)  
Maison des jeunes de Matane et Ville de Matane, [2004] CMQ-59818 (11844-04)

Maisons des jeunes de Mascouche et Ville de Mascouche, [2004] CMQ-60249 (12020-04)

Maison des jeunes de Rivière-au-renard et Ville de Gaspé, [2004] CMQ-60055 (12439-04)

Maisons des jeunes l'Olivier des Etchemins et Municipalité de Saint-Prosper, [2004] CMQ-60550 (12615-04)

Maison des jeunes l'authentique et Village de Baie-Trinité, [2004] CMQ-60029 (12653-04)

La maison des jeunes « au bout du monde » de St-Paulin et Paroisse de St-Alexis-des-Monts, [2004] CMQ-60501 (12726-04)

Maison des jeunes de Point de mire et Ville de Montréal, [2004] CMQ-60482 (13098-04)

Maison des jeunes de Duberger et Ville de Québec, [2004] CMQ-60960 (13177-04)

Maison des jeunes de St-Émile et Ville de Québec, [2004] CMQ-61051 (13200-04)

La maison des jeunes de Terrebonne (2003) et Ville de Terrebonne, [2005] CMQ-61235 (13395-05)

Maison des jeunes de Saint-Donat et Municipalité de Saint-Donat, [2005] CMQ-61285 (13513-05)

Maison des jeunes Laurentides / St-Lin et Ville de St-Lin - Laurentides, [2001] C.M.Q. 55770 (8047-01)

Maison des jeunes St-Sauveur-Piedmont Inc. et Village de St-Sauveur-des-Monts, [2001] C.M.Q. 55697 (8127-01)

La maison des jeunes de St-Jean-Chrysostome Inc. et Ville de Lévis, [2002] C.M.Q. 56245 (8364-02)

Maison des jeunes de Pierrefonds Inc. et Ville de Montréal, [2002] C.M.Q. 56216 (8601-02)

Maison des jeunes L'escalier de Lachine Inc. et Ville de Montréal, [2002] C.M.Q. 56236 (8813-02)

La Soupape, Maison des jeunes Inc. et Ville de Rouyn-Noranda, [2002] C.M.Q. 57178 (8947-02)

Maison des jeunes La Galerie Inc. et Ville de Montréal, [2002] C.M.Q. 56815 (9030-02)

Maison des jeunes de Rimouski et Ville de Rimouski, [2002] C.M.Q. 57212 (9346-02)

La Maison des jeunes Au bout du monde de St-Paulin et Municipalité de St-Paulin, [2002] C.M.Q. 58052 (9698-02)

La Fondation de la maison des jeunes de Longueuil Inc. et Ville de Longueuil, [2002] C.M.Q. 57463 (9982-02)

Maison des jeunes Ste-Julie Inc. et Ville de Ste-Julie, [2003] C.M.Q. 58026 (10277-03)

La maison des jeunes L'exode de Limoilou et Ville de Québec, [2003] C.M.Q. 58548 (10575-03)

Maison des jeunes de St-François-d'Assise et Paroisse de St-François-d'Assise, [2003] C.M.Q. 58808 (10897-03)

Maison des jeunes La Source Minganie et Municipalité de Havre-St-Pierre, [2003] C.M.Q. 58668 (10916-03)

Maison des jeunes L'Entretiens de Forestville et Ville de Forestville, [2003] C.M.Q. 58873 (10991-03)

La Maison des jeunes d'Acton Vale et Ville d'Acton Vale, [2003] C.M.Q. 58867 (11184-03)

La Maison des jeunes du Témiscamingue Inc. et Municipalité de Lorrainville, [2003] C.M.Q. 59380 (11554-03)

Maison des jeunes La Piaule de Joliette et Ville de Joliette, [2003] C.M.Q. 59331 (11718-03)

Maison des jeunes du Marigot et Ville de Laval, [2004] C.M.Q. 59849 (11912-04)

Maison des jeunes de Laval-Ouest Inc. et Ville de Laval, [2004] C.M.Q. 60391 (12205-04)

Maison des jeunes du Plateau Inc. et Ville de Montréal, [2004] C.M.Q. 60122 (12392-04)

Maison des jeunes de Bonaventure et Ville de Bonaventure, [2004] C.M.Q. 60311 (12411-04)

Maison des jeunes de St-Esprit de Montcalm Inc. et Municipalité de St-Esprit, [2004] C.M.Q. 60643 (12760-04)

L'Entre-Temps, Maison des jeunes de Cap-Chat Inc. et Ville de Cap-Chat, [2004] C.M.Q. 61100 (12888-04)

La corporation de la Maison des jeunes de Trois-Pistoles Inc. et Ville de Trois-Pistoles, [2004] C.M.Q. 60615 (12978-04)

La Maison des jeunes Par la Grand Porte et Ville de Montréal, [2004] C.M.Q. 60447 (13123-04)

La Maison des jeunes de Rivières-des-Prairies et Ville de Montréal, [2004] C.M.Q. 60207 (13213-04)

Le regroupement des maisons des jeunes du Québec Inc. et Ville de Montréal, [2005] C.M.Q. 61102 (13353-05)

La Maison des jeunes des Quatre Fenêtres Inc. et Ville de Mont-St-Hilaire, [2005] C.M.Q. 60659 (13488-05)

Maison des jeunes Rivière du Nord et Ville de St-Jérôme, [2005] C.M.Q. 61481 (13719-05)

## 2.5 CLUBS ET ASSOCIATIONS SPORTIVES

Club d'haltérophilie de Montréal et Ville de Montréal, [2001] CMQ-55674 (7954-01)  
Club sportif de St-luc, Dorchester et Municipalité de Saint-Luc-de-Bellechasse, [2001] CMQ-55823 (8124-01)  
Ligue péruvienne de soccer sociale culturelle et sportive et Ville de Montréal, [2002] CMQ-55995 (8353-02)  
Jeunes sportif Hochelaga inc. et Ville de Montréal, [2002] CMQ-45003 (8573-02)  
Centre sportif St-Thimothée inc. et Ville de Saint-Thimothée, [2002] CMQ-56563 (8721-02)  
Centre sportif Jules Paquin inc. et Municipalité de Notre-Dame-deMontauban, [2002] CMQ-56701 (8791-02)  
Centre socio-culturel et sportif St-Étienne inc. et Ville de Lévis, [2002] CMQ-56621 (8876-02)  
Centre sportif régional Bellechasse-Dorchester inc. et Municipalité de Saint-Anselme, [2002] CMQ-56526 (9113-02)  
Centre sportif St-Anne-des-plaines et Ville de Saint-Anne-des-plaines, [2002] CMQ-57183 (9283-02)  
Centre de loisirs de l'association sportive de Grosses-Roches et Municipalité de Grosses-Roches, [2002] CMQ-50947 (9315-02)  
L'association sportive de St-honoré inc. et Municipalité de Saint-Honoré-de-Témiscouata, [2002] CMQ-56548 (9425-02)  
Association sportive de St-Paul des Capucins enr. et Ville-de-cap-chat, [2002] CMQ- 56581 (9427-02)  
L'association sportive de Saint-Eusèbe inc. et Paroisse de Saint-Eusèbe, [2002] CMQ- 57135 (9441-02)  
Club sportif du lac-aux-canards et Municipalité de Saint-Raphaël, [2002] CMQ-57159 (9488-02)  
Centre sportif régional les jardins du Québec inc. et Ville de Saint-Rémi, [2002] CMQ-57054 (9645-02)  
Centre sportif de Cabano inc. et Ville de Cabano, [2002] CMQ-56959 (9789-02)  
Centre sportif régional Louis Cyr inc. et Village de Napierville, [2002] CMQ-57230 (9927-02)  
Association des sportifs du Templeton-Ouest inc. et Ville de Gatineau, [2002] CMQ-58347(10026-02)  
Comité du centre sportif Rouville inc. et Ville de Marieville, [2003] CMQ-57931 (10219-03)  
Centre sportif régional des copains et Ville de Sainte-Martine, [2003] CMQ-57529 (10587-03)  
Le domaine des sportifs des Ste-Aurélié et Municipalité de Sainte-Aurélié, [2003] CMQ-58820 (10595-03)  
Centre sportif de St-lin Laurentides inc. et Ville de Saint-lin-laurentides, [2003] CMQ-58221 (10649-03)  
La corporation de développement culturel et sportif de Rosemère inc. et Ville de Rosemère, [2003] CMQ-59033 (10943-03)  
Centre sportif régional les jardins du Québec inc. et Ville de Saint-Rémi, [2003] CMQ-57054 (11177-03)  
Le club sportif du rang St-Nicolas inc. et Ville de Saint-Georges, [2003] CMQ-59448 (11418-03)  
Centre sportif de cabano inc. et Ville de Cabano, [2004] CMQ-56959 (12231-04)  
Club sportif les alliés de Ste-Rose-du-nord inc. et Paroisse de Sainte-rose-du-nord, [2004] CMQ-60213 (12305-04)  
Club sportif de murailles inc. et Paroisse de Saint-Fabien, [2004] CMQ-60319 (12543-04)  
Comité du centre sportif de Rouville et Ville de Marieville, [2004] CMQ-57931 (12579-04)  
Complexe Saint-Raphaël et Ville de Montréal, [2004] CMQ-60653 (12689-04)  
Comité sportif Neubois inc. et Paroisse Saint-Narcisse-de-Beaurivage, [2004] CMQ-60542 (12796-04)  
Les complexes sportifs Terrebonne inc. et Ville de Terrebonne, [2004] CMQ-60688 (12898-04)  
Centre sportif et communautaire de Brandon et Ville de Saint-Gabriel, [2005] CMQ-61315 (13515-05)  
Fédération québécoise de hockey sur glace

## 2.6 FESTIVALS ET ATTRACTIONS

Festival de la Galette de Sarasin inc. et Ville de Louiseville, [2001] CMQ-51418 (8215-01)  
Festival de Films Cinémania / Cinemania Film Festival et Ville de Montréal, [2001] C.M.Q. 52927 (8223-01)  
Le festival de la chanson de Granby Inc. et Ville de Granby, [2002] C.M.Q. 47208 (8628-02)  
Festival de Nouvelle Danse Inc. et Ville de Montréal, [2002] C.M.Q. 56929 (9125-02)  
Festival Dolbeau-Mistassini inc. et Ville de Dolbeau-Mistassini, [2002] CMQ-57420 (9677-02)

Festival Western de St-Tite inc. et Ville de St-Tite, [2003] CMQ-59058 (11286-03)  
 Festival Western de St-Tite inc. et Ville de St-Tite, [2003] CMQ-59059 (11287-03)  
 Festival Western de St-Tite inc. et Ville de St-Tite, [2003] CMQ-59060 (11288-03)  
 Festival de théâtre des Amériques et Ville de Montréal, [2003] CMQ-59509; CMQ-59511 (11645-03)  
 Festival du Film de l'Outaouais et Ville de Montréal, [2004] C.M.Q. 59737 (11922-04)  
 Festival international du film sur l'art (FIFA) et Ville de Montréal, [2004] CMQ-59672 (12053-04)  
 Festival international du nouveau cinéma et des nouveaux médias de Montréal et [2004] CMQ-59723 (12452-04)  
 Festival de la santé inc. et Ville de Montréal, [2004] CMQ-60971 (13070-04)  
 Les Écrits des Forges et Ville de Trois-Rivières, [2004] C.M.Q. 59761 (13108-04)  
 Diffusions Gaies et Lesbien du Québec et Ville de Montréal, [2004] C.M.Q. 60064 (12064-04)  
 Mainline Theatre / Théâtre Mainline et Ville de Montréal, [2004] C.M.Q. 59877 (12356-04)  
 B.B.C.M. Foundation / La Fondation B.B.C.M. et Ville de Montréal, [2005] C.M.Q. 61462 (13725-05)  
 La semaine mondiale de la marionnette du Québec et Ville de Saguenay, [2003] C.M.Q. 59437 (11758-03)  
 Mutek et Ville de Montréal, [2004] C.M.Q. 59699 (11798-04)  
 Studio XX et Ville de Montréal, [2003] C.M.Q. 59413 (11593-03)  
 Terres en vues, société pour la diffusion de la culture autochtone et Ville de Montréal, [2001] C.M.Q. 53069 (8172-01)  
 Centre d'arts d'Orford J.M.C. et Canton d'Orford, [2003] C.M.Q. 56532 (10644-03)  
 Maison de la culture Dominicaine et Ville de Montréal, [2004] C.M.Q. 60163 (12068-04)  
 Le Carroussel international du film de Rimouski Inc. et Ville de Rimouski, [2002] C.M.Q. 56653 (9882-02)  
 Centre canadien pour l'échange culturel et l'intégration et Ville de Montréal, [2003] C.M.Q. 59427 (11632-03)  
 Association portugaise du Canada et Ville de Montréal, [2004] C.M.Q. 59816 (12804-04)  
 La troupe folklorique Grecque Syrtaki et Ville de Montréal, [2001] C.M.Q. 53377 (8179-01)  
 Association Maniation du Canada et Ville de Montréal, [2004] C.M.Q. 60297 (12410-04)  
 Blue Metropolis Foundation / Fondation Metropolis Bleu et Ville de Montréal, [2002] C.M.Q. 57910 (10119-02)  
 Vues d'Afrique et Ville de Montréal, [2003] C.M.Q. 58143 (10325-03)  
 Centre d'amitié autochtone de Val d'Or Inc. et Ville de Val d'Or, [2003] C.M.Q. 58914 (10784-03)  
 Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal, Pointe-à-Callière et Ville de Montréal, [2004] C.M.Q. 60022 (12148-04)  
 Compagnie de danse l'Astragale et Ville de Trois-Rivières, [2003] C.M.Q. 58807 (10718-03)  
 La maison de la culture Latino Américaine du Québec et Ville de Montréal, [2003] C.M.Q. 59588 (11624-03)

### 3. ORGANISMES NATIONAUX ET REGROUPEMENTS DE LOISIRS ET DE SPORTS

#### 3.1 UNITÉS RÉGIONALES DE LOISIRS

URLS Gaspésie/îles-de-la-Madeleine inc. et Municipalité de Caplan, [2002] CMQ 55919 (8365-02)  
 URLS du Bas St-Laurent inc. et Ville de Rimouski, [2002] CMQ 56177 (8405-02)  
 URLS de la Côte-Nord et Ville de Baie-Comeau, [2002] CMQ 56319 (8644-02)  
 URLS de l'Outaouais et Ville de Gatineau, [2003] CMQ 59597 (11617-03)  
 Comité Alpha Papineau  
 L'association des bénévoles de la vallée de la lièvre  
 Comptoir Saint-Vincent-de-Paul  
 Corporation de développement communautaire Rond Point

### 3.2 ORGANISMES NATIONAUX DE LOISIRS

Fédération des loisirs St-Michel Nord inc. et Ville de Montréal, [2004] CMQ 5945 (11826-04)

Regroupement loisirs et sports Saguenay-Lac-St-Jean et Ville d'Alma, [2004] CMQ 59748 (11888-04)

*Regroupement des loisirs culturels et scientifiques du Témiscamingue et Municipalité de Notre-Dame-du-Nord, [2004] CMQ 59841 (12000-04)*

RODÉO DE CAMION DE NOTRE-DAME DU NORD

COMITÉ DES ATTRACTIONS TOURISTIQUE DE NOTRE-DAME DU NORD

Fédération d'art dramatique du Québec et Ville de Montréal, [2003] CMQ 59239 (11265-03)

*Conseil sport loisir de l'Estrie et Ville de Sherbrooke, [2002] CMQ 57747 (9264-02)*

ASSOCIATION RÉGIONALE POUR LE LOISIR ET LA PROMOTION DES PERSONNES HANDICAPÉES DE L'ESTRIE

VILLAGE CULTUREL DE L'ESTRIE

ASSOCIATION FÉMININE D'ÉDUCATION ET D'ACTION SOCIALE

*Fédération CJA et Ville de Montréal, [2001] CMQ 55714 (8238-01)*

LE CENTRE JUIF CUMMINGS POUR AÎNÉES

LA BIBLIOTHÈQUE PUBLIQUE JUIVE

LE CENTRE COMMÉMORATIF DE L'HOLOCAUSTE À MONTRÉAL

LE CONGRÈS NATIONALE JUIF

LA FÉDÉRATION SIONISTE DU CANADA

COMMUNAUTÉ SÉPHARADE DU QUÉBEC

L'ASSOCIATION DES ÉCOLES JUIVES DE MONTRÉAL

LE COMITÉ CANADA-ISRAËL, RÉGION DU QUÉBEC

LE CAMP B-NAI BRITH

LE YM-YWHA (LE BEL ÂGE)

LE SERVICE D'AIDE À LA FAMILLE JUIVE DE MONTRÉAL

LE CENTRE JUIF DE L'ORIENTATION ET DE L'EMPLOI

LE CENTRE ÉDUCATION BRONFMAN

Fédération CJA et Ville de Montréal, [2003] CMQ 57100 (10704-03)

*Regroupement des organismes nationaux de loisirs et Ville de Montréal 2004] CMQ 58992 (12573-04)*

LA FÉDÉRATION DE L'ÂGE D'OR DU QUÉBEC (L)

FÉDÉRATION DES AGRICOTOURS DU QUÉBEC (L)

LA FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS MUSICALES DU QUÉBEC (L)

FÉDÉRATION DES ASTRONOMES AMATEURS DU QUÉBEC (L)

FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DE CAMPING ET DE CARAVANING (L)

L'ASSOCIATION DES CAMPS DU QUÉBEC INC. (L)

MOUVEMENT QUÉBÉCOIS DES CAMPS FAMILIAUX (L)

CHANTIERS JEUNESSE (L)

ALLIANCE DES CHORALES DU QUÉBEC INC. (L)

ASSOCIATION DES CINÉMAS PARALLÈLES DU QUÉBEC (L)

CONSEIL QUÉBÉCOIS DU LOISIR (L)

FÉDÉRATION DES LOISIRS-DANSE DU QUÉBEC (L)

FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES ÉCHECS (L)

ENJEU ET ENVIRONNEMENT JEUNESSE INC. (L)

FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DE LA MONTAGNE ET DE L'ESCALADE (L)

SOCIÉTÉ D'ÉTUDE ET DE CONFÉRENCES (L)

SOCIÉTÉ DES FÊTES ET FESTIVALS DU QUÉBEC (L)

LA CONFÉDÉRATION DES HARMONIES FANFARES DU QUÉBEC (L)



FÉDÉRATION DES SOCIÉTÉS D'HISTOIRE DU QUÉBEC (L)  
 FÉDÉRATION DES SOCIÉTÉS D'HORTICULTURE ET D'ÉCOLOGIE DU QUÉBEC (L)  
 FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES JEUX RÉCRÉATIFS (L)  
 CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT DU LOISIR SCIENTIFIQUE (L)  
 ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES « LOISIRS FOLKLORIQUES » (L)  
 KEROUL (L)  
 FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DU LOISIR LITTÉRAIRE (L)  
 FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DE LA MARCHÉ (L)  
 FÉDÉRATION DES CLUBS DE MOTONEIGISTES DU QUÉBEC (F.C.M.Q.) INC. (L)  
 FÉDÉRATION DE PÉTANQUE DU QUÉBEC INC. (L)  
 LA FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DE PHILATÉLIE (L)  
 RADIO AMATEUR DU-OF QUÉBEC, INC. (L)  
 SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE SPÉLÉOLOGIE (L)  
 FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES ACTIVITÉS SUB-AQUATIQUES (L)  
 REGROUPEMENT POUR LE TOURISME JEUNESSE AU QUÉBEC (L)  
 ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DE PROMOTION DU TOURISME SOCIO-CULTUREL INC. (L)  
 ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DE LOISIRS POUR PERSONNES HANDICAPÉES (L)  
 FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES CENTRES COMMUNAUTAIRES DE LOISIR (L)  
 LA FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DU CANOT ET DU KAYAK (L)

### 3.3 ORGANISMES NATIONAUX DE SPORTS

Fédération internationale de Wing-Chung orthodoxe Kung-Fu et Ville de Montréal, [2005] CMQ 60286 (13329-05)  
 Fédération québécoise de Badminton inc. et Ville de Montréal, [2004] CMQ 60568 (12797-04)  
*Conseil sport loisir de l'Estrie et Ville de Sherbrooke, [2002] CMQ 57747 (9264-02)*  
 HOCKEY ESTRIE INC  
 ASSOCIATION RÉGIONALE DU SPORT ÉTUDIANT DES CANTONS DE L'EST INC.  
 ASSOCIATION RÉGIONALE DES JOUEURS DE SOCCER DE L'ESTRIE  
*Tennis Canada-Stade Jarry et Ville de Montréal, [2003] CMQ 59154 (11318-03)*  
 VILLE DE MONTRÉAL/TENNIS MONTRÉAL  
 FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DE TENNIS  
 ASSOCIATION CANADIENNE DE TENNIS  
 CLINIQUE DE PHYSIOTHÉRAPIE KINATEX  
 BOUTIQUE LES SPORTS DE RAQUETTES YVON GILBERT  
 Association régionale du sport étudiant de Québec et de Chaudière-Appalache inc. et Ville de Québec, [2004] CMQ 59091 (11809-04)  
*Regroupement des organismes nationaux de loisirs et Ville de Montréal 2004] CMQ 58992 (12573-04)*  
 FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE D'ATHLÉTISME (S)  
 LA FÉDÉRATION AUTO-QUÉBEC INC. (S)  
 FÉDÉRATION DU BASEBALL AMATEUR DU QUÉBEC INC. (S)  
 FÉDÉRATION DE BASKET-BALL DU QUÉBEC (S)  
 FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DE BOXE OLYMPIQUE (S)  
 FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES CLUBS QUADS (FQCQ) (S)  
 FÉDÉRATION DE CROSSE DU QUÉBEC INC. (S)  
 FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DU CURLING INC. (S)  
 FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES SPORTS CYCLISTES (S)

FÉDÉRATION ÉQUESTRE DU QUÉBEC (S)  
 LA FÉDÉRATION D'ESCRIME DU QUÉBEC (S)  
 FÉDÉRATION DE FOOTBALL AMATEUR DU QUÉBEC (S)  
 FÉDÉRATION DE GYMNASTIQUE DU QUÉBEC (S)  
 FÉDÉRATION HALTÉROPHILE DU QUÉBEC (S)  
 FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DE HANDBALL OLYMPIQUE (S)  
 FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DE HOCKEY SUR GLACE (S)  
 ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DE JUDO KODOKAN INC. (S)  
 ASSOCIATION QUÉBÉCOISE POUR L'AVANCEMENT DES FEMMES DANS LE SPORT ET L'ACTIVITÉ PHYSIQUE (AQAFSAP) (S)  
 FÉDÉRATION DE LUTTE AMATEUR DU QUÉBEC INC. (S)  
 FÉDÉRATION DE NAGE SYNCHRONISÉE DU QUÉBEC (S)  
 FÉDÉRATION DE NATATION DU QUÉBEC (S)  
 FÉDÉRATION DE PATINAGE ARTISTIQUE DU QUÉBEC (S)  
 FÉDÉRATION DU PLONGEON AMATEUR DU QUÉBEC (S)  
 RINGUETTE QUÉBEC (S)  
 FÉDÉRATION DE RUGBY DU QUÉBEC (S)  
 SERVICE NATIONAL DES SAUVETEURS INC. (S)  
 FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DE SKI (S)  
 FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DE SKI NAUTIQUE INC. (S)  
 FÉDÉRATION DE SOCCER DU QUÉBEC (S)  
 SOFTBALL QUÉBEC (S)  
 ASSOCIATION SPORTIVE DES SOURDS DU QUÉBEC INC. (S)  
 FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DU SPORT ÉTUDIANT (S)  
 FÉDÉRATION DES SPORTS À QUATRE MURS DU QUÉBEC INC. (S)  
 ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES SPORTS EN FAUTEUIL ROULANT (S)  
 ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DE SPORT POUR PARALYTIQUES CÉRÉBRAUX (S)  
 ASSOCIATION SPORTIVE DES AVEUGLES DU QUÉBEC (S)  
 CORPORATION SPORTS-QUÉBEC (S)  
 ASSOCIATION DE TAE-KWON-DO DU QUÉBEC INC. (S)  
 FÉDÉRATION DE TENNIS DE TABLE DU QUÉBEC INC. (S)  
 FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DE TIR (S)  
 FÉDÉRATION DE TIR À L'ARC DU QUÉBEC (F.T.A.Q.) INC. (S)  
 ASSOCIATION DE TRIATHLON DU QUÉBEC (S)  
 LA FÉDÉRATION DE LA VOILE DU QUÉBEC LTÉE (S)  
 FÉDÉRATION DE VOLLEY-BALL DU QUÉBEC (S)  
 LA FÉDÉRATION DE WATER-POLO DU QUÉBEC (S)  
 AGENCE DE COMMUNICATION DU SPORT AMATEUR QUÉBÉCOIS (S)  
 FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DE BALLON SUR GLACE (S)

#### 4. OFFICES DE TOURISMES ET CORPORATIONS TOURISTIQUES

Office du tourisme et des congrès de Gaspé et Ville de Gaspé, [2001] CMQ-55594 (8250-01)  
 Office du tourisme du suroît et Ville de Salaberry-de-Valleyfield, [2002] CMQ-57432 (9279-02)  
 Bureau du tourisme et du congrès de Sutton inc. et Ville de Sutton, [2002] CMQ-57464 (9447-02)  
 Office de tourisme et congrès de Beauce et Ville de Saint-Georges, [2002] CMQ-57323 (9540-02)

Chambre de commerce, d'industrie et de tourisme de la Gaspésie inc. et Municipalité de Pointe-à-la-croix, [2002] CMQ- 57634 (9793-02)

L'association touristique de la Gaspésie et Paroisse Sainte-Flavie, [2002] CMQ- 57121 (9886-02)

Association touristique et de développement de Grondines inc. et Municipalité de Deschambault-Grondines, [2003] CMQ-58912 (11113-03)

La corporation de développement touristique de Bonaventure et Ville de Bonaventure, [2003] CMQ-58631 (11181-03)

Comité de développement touristique de l'est de l'île et Municipalité des îles-de-la-Madeleines, [2003] CMQ-58004 (11345-03)

Association touristique du canton de Hope et Canton de Hope. [2003] CMQ-58596 (11346-03)

Corporation de développement faunique touristique et culturelle, Faucus et Ville de Caupapscal, [2003] CMQ-59027 (11449-03)

Services loisirs et tourisme St-Victor et Municipalité de Saint-Victor, [2003] CMQ-58885 (11446-03)

Corporation touristique du domaine des portes de l'enfer inc. et Ville de Rimouski et Paroisse de Saint-Narcisse-de-Rimouski, [2004] CMQ-60109 (12263-04) ; CMQ-60239

La société d'aménagement et d'exploitation des ressources récréatives et touristiques de Baie-Trinité inc. et Village de Bais-Trinité, [2004] CMQ-60454 (13154-04)

*La corporation de développement touristique des Bois-Francs et Ville de Victoriaville*, [2004] CMQ-61195 (13279-04)

*Office du tourisme région de Mont-Tremblant et Ville de Mont-Tremblant*, [2005] CMQ-61465 (13711-05)



---

## ANNEXE 2 : TABLE DE LA LÉGISLATION CITÉE

*Loi sur la fiscalité municipale*, L.R.Q., chapitre F-2.1.

*Loi sur la fiscalité municipale* L.R.Q., chapitre F-2.1, mod. par la *Loi modifiant de nouveau diverses dispositions législatives concernant le domaine municipale*, (L.Q. 2000) c. 54.

*Loi sur la compagnies du Québec*, L.R.Q. C-38, partie III.

Projet de loi 76 - *Loi abrogeant la Loi sur le Commission municipale et modifiant diverses dispositions législatives*,  
Assemblée nationale du Québec.



---

### ANNEXE 3 : TABLE DE LA DOCTRINE CITÉE

Mondor, Denis, Lettre envoyé à la Commission de l'aménagement du territoire, *Projet de loi 76 intitulé : « Loi abrogeant la Loi sur la Commission municipale et modifiant diverses dispositions législatives »*, (14 décembre 2004), en ligne : barreau.qc.ca < [http://www.barreau.qc.ca/fr/positions/opinions/lettres/2004/20041214\\_03.pdf](http://www.barreau.qc.ca/fr/positions/opinions/lettres/2004/20041214_03.pdf) >

Gastwirth, Joseph L., *Statistical reasoning in law and public policy*, Boston: Academic Press, 1988.

Gastwirth, Joseph L.(dir.), *Statistical science in the courtroom*, New York, Springer, 2000;

Finkelstein, Michael O. et Levin, Bruce, *Statistics for lawyers*, New York, Springer, 2001.

Zeisel, Hans et Kaye, David, *Prove it with figures : empirical methods in law and litigation*, New York, Springer, 1997.

[http://www.assnat.qc.ca/Indexweb/Recherche.aspx?cat=ex&Session=jd3711se&Section=projlois&Requete=8778-802&Hier=76%20-%20Loi%20abrogeant%20la%20Loi%20sur%20la%20Commission%20municipale%20et%20modifiant%20diverses%20dispositions%20législatives\\_Adoption%20du%20principe\\_8778-802](http://www.assnat.qc.ca/Indexweb/Recherche.aspx?cat=ex&Session=jd3711se&Section=projlois&Requete=8778-802&Hier=76%20-%20Loi%20abrogeant%20la%20Loi%20sur%20la%20Commission%20municipale%20et%20modifiant%20diverses%20dispositions%20législatives_Adoption%20du%20principe_8778-802)